

# ***l'Anti*capitaliste**

n°346 | 21 juillet 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## APRÈS L'HORREUR DE NICE



## CHANGER CE MONDE

# COMBATTRE L'OFFENSIVE SÉCURITAIRE ET GUERRIÈRE

### Dossier

**BREXIT ET CRISE DE  
L'EUROPE CAPITALISTE**

Pages 6 et 7

### ÉDITO

Instrumentalisation et  
manipulations dangereuses  
Page 2

### PREMIER PLAN

Turquie: tentative putschiste  
et mobilisations islamistes  
Page 2



### ACTU INTERNATIONALE

Égypte-Turquie-Israël: petits jeux  
diplomatiques pour puissance(s)  
régionale(s) Page 5

### LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Daniel Ibanez sur  
le Lyon-Turin ferroviaire  
Page 12





édito

Par GALIA TRÉPÈRE

## Instrumentalisation et manipulations dangereuses

Sarkozy, Le Pen et d'autres, à droite et à l'extrême droite, ont cyniquement rivalisé avec le gouvernement dans l'instrumentalisation de la monstrueuse tuerie de Nice. À coups de surenchères guerrières, xénophobes et réactionnaires. « Nous sommes en guerre, s'est exclamé Sarkozy, une guerre totale [...] ça sera eux ou nous ». Lefebvre, un autre LR réclame « l'état de siège », Dupont-Aignan le rétablissement de la double peine. Guaino assène qu'il aurait été possible d'arrêter le camion du tueur avec un lance-roquettes... Le Pen fille accuse aussi bien le gouvernement que ses prédécesseurs, Sarkozy et son parti, « qui étaient encore au pouvoir il y a cinq ans », de faire ou d'avoir fait « entrer tant d'étrangers en France ». Elle réclame le renforcement des contrôles aux frontières, l'augmentation des moyens militaires et le rétablissement du service militaire, le rétablissement de la double peine et la déchéance de la nationalité pour les « binationaux radicalisés ». Myard, député LR, a lâché ni plus ni moins qu'il « faut interdire le voile »...

Ces surenchères de démagogues politiques en rivalité avec ceux en place s'inscrivent dans la même logique sécuritaire, guerrière, xénophobe et raciste. Les uns comme les autres dévoient très consciemment l'émotion mais aussi les craintes suscitées par les attentats, pratiquent les mêmes amalgames entre immigration, islam et terrorisme islamiste, alimentent la peur et la haine de l'autre. Ils agissent ainsi en symétrique des organisations terroristes qu'ils prétendent combattre, de l'intégrisme religieux, de l'obscurantisme. Ils attisent les haines et les divisions.

Combattre et dénoncer le terrorisme ne doit pas nous faire oublier qu'il a prospéré sur les ravages causés au Moyen-Orient par les interventions impérialistes et que son influence, ici, a grandi sur le terreau du chômage, de la misère, des discriminations racistes et xénophobes, le fruit pourri des politiques menées par tous les gouvernements.

Les discours mensongers sur la France menacée, qui veulent faire croire à une prétendue communauté d'intérêts entre couches populaires et classes possédantes, vont de pair avec les discours racistes et xénophobes qui sèment le poison de la division parmi les travailleurs. Ne tombons pas dans ce piège.

## BIEN DIT

Tous les parlementaires, y compris celles et ceux qui prétendent le contraire, le gouvernement lui-même, savent que cette prorogation est inutile. Elle relève de la gesticulation et non d'une gestion raisonnée et démocratique de la situation. En revanche, maintenir pendant près d'un an, à ce jour, ce régime, c'est faire de l'exception la règle. Alors que les pouvoirs publics ont fait voter des dispositions extrêmement graves pour les libertés au prétexte qu'il fallait organiser une sorte d'état d'urgence sans l'état d'urgence, voici qu'ils conjuguent ces textes répressifs et l'état d'urgence.

Extrait du communiqué de presse de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME « Une quatrième prorogation de l'état d'urgence ? La démagogie au lieu du débat démocratique » du lundi 18 juillet.

## À la Une

# Après l'horreur de Nice, combattre l'offensive sécuritaire et guerrière Changer ce monde

En pleine nuit de jeudi à vendredi dernier, juste après l'horreur de la tuerie de Nice et bien avant l'analyse de ses causes, Hollande, avec une précipitation qui signe son impuissance, décidait d'une fuite en avant par le renforcement de sa politique guerrière contre les peuples d'Irak et de Syrie et liberticide contre la population française.

### À l'extérieur, toujours la guerre!

Symbole de la puissance militaire française, signe de volonté offensive guerrière, le porte-avions Charles-de-Gaulle a été envoyé en Méditerranée. La guerre en Syrie et en Irak va doubler de puissance. Avant même de connaître les motivations du tueur, de savoir s'il y avait lieu de relier directement ce massacre à Daesh, de s'interroger sur l'efficacité de la guerre dans la lutte contre le terrorisme, l'intensification de celle-ci en Syrie et en Irak reste donc la première réponse du chef de l'État.

Aujourd'hui, nous en savons plus sur l'auteur de ce massacre : une personne à la personnalité sans doute fragile et violente, sans doute inspirée très récemment par les appels de Daesh à « prendre pour cible les ressortissants des pays de la coalition qui combat l'État islamique »... Cet homme solitaire a-t-il effectué cette action monstrueuse pour se venger d'une vie misérable en utilisant la rhétorique de Daesh qui influence des sujets fragiles pour semer la terreur ? On ne le saura peut-être jamais. Pour nous, ce sont bien les gouvernements successifs de la France et des autres puissances impérialistes occidentales qui portent la très lourde responsabilité de la situation actuelle. Parce qu'ils ont déclenché le chaos en Irak et en Libye, et parce qu'ils perpétuent leur sale guerre, principale cause du terrorisme, cela alors qu'ils prétendent lutter contre ! Un mensonge sans fin, qui ne se fera jamais en notre nom !



### À l'intérieur, toujours l'état d'urgence!

Huit mois de vie sous l'état d'urgence n'ont servi à rien pour empêcher ce massacre de masse. Et l'état d'urgence, c'est d'abord une attaque d'ampleur contre nos droits et nos libertés. Au 13 mai, Cazeneuve répertoriait 3579 perquisitions administratives et 404 assignations à résidence, toujours effectuées avec un maximum de violences. Le nombre d'actes et de paroles racistes et islamophobes a aussi augmenté. Nos manifestations ont été interdites à plusieurs reprises, et les violences policières ont été incessantes. La police a expérimenté contre nous de nouvelles armes et de nouvelles méthodes. Le nombre des gardes à vue et des poursuites judiciaires a explosé conduisant à des condamnations nombreuses de jeunes, de

militants écologistes, associatifs, syndicaux.

La loi sur le prolongement de l'état d'urgence, votée ce mardi 19 juillet, marque une pérennisation de la construction de l'État policier. Ce gouvernement de plus en plus illégitime essaie d'imposer par la force une politique de plus en plus libérale, inégalitaire, injuste, dont la loi travail est le prototype. Pour réussir, ils ont besoin aujourd'hui d'un État autoritaire, et ils utilisent pour cela la menace terroriste, ce qu'annonce d'ailleurs Valls : « La menace terroriste est une question centrale, durable. L'autorité est pour moi une valeur essentielle. » Leur méthode de gouvernement, c'est la construction d'un État autoritaire. De plus en plus isolé, Hollande a beau en appeler à « l'unité nationale », mais après Nice et à un an de la présidentielle, cela ne

fonctionne plus et la droite peut même surenchérir...

### Résister, ne rien lâcher!

Mesure phare de cette accélération dans le tout sécuritaire, le passage à 50 000 du nombre de citoyens dans la réserve opérationnelle. Celle-ci a les mêmes missions que les militaires d'active : « un renfort permanent des capacités des forces armées tant dans sa fonction de protection du territoire national que dans le cadre des opérations extérieures ». Utile quand il y a « beaucoup d'activités, types opération sentinelle, plan vigipirate, service d'ordre public lors d'événements majeurs ». Bref, une militarisation de toute la société.

Contre cela, il n'y a pas d'autre solution que de résister, ne rien lâcher. D'abord, afficher notre solidarité avec les victimes de cet attentat monstrueux, et laisser exploser notre colère contre ce gouvernement qui s'entête à conduire une politique à la fois gravement liberticide et guerrière qui engendre les monstres. Ensuite, lutter sur tous les fronts : contre la loi travail et son monde, contre la guerre, contre l'état d'urgence, contre la gangrène du racisme et de l'islamophobie, le poison de la division.

Le NPA s'engage avec toutes celles et ceux qui le veulent, dans l'unité, à la poursuite de la riposte sociale d'ampleur et dans la construction d'un mouvement qui aille jusqu'au bout pour renverser leur monde et révolutionner la société. Oui, la rentrée doit être chaude!

Roseline Vachetta

## TURQUIE

# Tentative putschiste et mobilisations islamistes

Pays connu par le rôle des interventions militaires dans sa culture politique, la Turquie a assisté dans la nuit du 15 juillet à une tentative de coup d'État – particulièrement sanglante – en direct, à travers les écrans et les médias sociaux.

C'est par la diffusion des informations concernant l'occupation des ponts d'Istanbul reliant les deux continents par des tanks militaires et les vols à basse altitude d'avions de chasse dont les habitants de la capitale ont pu être témoins, que l'opinion publique a été mise au courant qu'une tentative de coup d'État était en train de se dérouler.

### Un putsch raté, puis la purge...

Par un communiqué diffusé sur le site web des forces armées, il est signalé que l'état-major a désormais pris le pouvoir, puis sur la chaîne de télé

étatique occupée par des soldats, un groupe de militaires se nommant cette fois « le Conseil de paix dans la patrie » annonce avoir pris le pouvoir afin de restaurer la liberté et la démocratie et viser le rétablissement de la république laïque et des valeurs d'Atatürk face aux atteintes systématiques à la Constitution par le pouvoir politique. On réalise ainsi qu'il est question d'un putsch en dehors de la chaîne de commandement, d'autant plus que circule l'information que le chef de l'état-major est pris en otage, ainsi que d'autres hauts gradés.

Via une connexion par smartphone sur la chaîne CNN Türk – qui sera elle

aussi occupée plus tard –, Erdogan appelle le peuple à sortir dans les rues et à protester contre le coup d'État. Un appel relayé toute la nuit par les imams des mosquées. Des conflits violents surviennent tout au long de la nuit, principalement à Ankara et à Istanbul, entre les militaires (dont on apprend qu'ils sont au nombre de 5 000 sur un total de 675 000) et la police inféodée à Erdogan soutenue par les défenseurs du régime. Signalons que, contrairement à l'image qu'il en est fait à l'étranger et qu'Erdogan essaie aussi de présenter, il n'est pas question d'une résistance de masse face au

putsch pour défendre la démocratie. Si effectivement des milliers de personnes sont sorties dans les rues, il s'agit principalement de la base militante de l'AKP (ayant obtenu 49,5% aux dernières élections), islamiste et fasciste, défilant aux cris de « Allah u Akbar » et revendiquant le rétablissement de la peine de mort. Après des atrocités commises par les deux camps, le bombardement du Parlement à quatre reprises (!), celui de l'hôtel où se trouvait Erdogan, l'appel des puissances occidentales à soutenir la démocratie, la tentative est finalement défaite vers le matin, laissant derrière elle 265



# Un monde à changer

**LE BUSINESS DU CONTRÔLE DES FRONTIÈRES.** À la fin de 2015, il y avait 60 millions de personnes déplacées dans le monde. La plupart sont hébergées dans leur propre pays ou dans des États voisins. En 2014, les pays en développement abritaient plus de 86% des réfugiés mondiaux contre 70% 10 ans plus tôt. Pour sa part, l'Europe a reçu seulement un peu plus d'un million de réfugiés en 2015. Néanmoins, la situation est présentée comme catastrophique, et l'Union européenne a renforcé ses frontières, mobilisé des forces armées et essayé toutes les solutions pour tenter d'empêcher les réfugiés d'atteindre les côtes européennes, cela au prix de morts de plus en plus nombreux en Méditerranée. Un rapport récent d'une ONG néerlandaise montre que cette politique sécuritaire, dont le budget gonfle constamment (de 15 milliards de dollars en 2015, il passerait à 29 milliards en 2022), fournit des marchés juteux à d'importants groupes industriels qui fournissent les dispositifs de renforcement des frontières et de contrôle des migrants, ainsi que des armes et équipements divers. Parmi les principaux bénéficiaires de

ces marchés, on trouve Airbus (hélicoptères, système de communication, radars), Thales, Safran, l'espagnol Indra, l'italien Finmeccanica. Les seules sociétés non-européennes à bénéficier de ce pactole sont des entreprises israéliennes qui recyclent leur expertise acquise dans le contrôle des territoires palestiniens... Le rapport souligne le fait que Thales, Safran et Finmeccanica figurent aussi parmi les plus gros fournisseurs d'armes aux États du Moyen-Orient et du Maghreb. Ces armes accroissent l'instabilité de la région et sont une des causes des conflits qui amènent des populations à vouloir chercher refuge en Europe. En 2015, l'Arabie saoudite était le premier importateur d'armes au monde. L'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Qatar, l'Algérie, Israël et la Turquie figurent parmi les 20 premiers. Les marchands de canons gagnent donc sur les deux tableaux : militarisation du contrôle des frontières européennes et augmentation des ventes d'armes, tout cela bien entendu avec le soutien des gouvernements des États européens exportateurs.

## ATTENTAT DE NICE **Leurs sales guerres qui nourrissent le terrorisme**

Cet acte ne pouvait que viser à reprendre la haine, la peur, à dresser les populations les unes contre les autres dans un contexte où Hollande venait de dire une nouvelle fois qu'il prétendait faire de la lutte contre Daesh une de ses priorités. Qu'importe les motivations personnelles de celui qui s'est fait l'instrument de cet acte monstrueux, « *L'auteur de l'opération (...) menée à Nice en France est un soldat* » de Daesh. « *Il a exécuté l'opération en réponse aux appels lancés pour prendre pour cible les ressortissants des pays de la coalition* », affirme ainsi l'agence Amaq, liée au groupe jihadiste. Cela ne veut nullement dire que l'attentat a été commandité, mais qu'il répond bien à la politique, aux méthodes et aux buts de Daesh. Et les rodomontades guerrières de Hollande et autres Sarkozy sont d'autant plus ridicules que les motivations de l'auteur du massacre ne seront jamais connues et qu'il n'avait pas de liens réels avec Daesh. Les explications de cet acte monstrueux s'enracinent dans la décomposition sociale qu'engendre la crise du capitalisme tant au niveau national qu'international, ce que les hommes politiques de la bourgeoisie voudraient masquer. Car c'est précisément la guerre menée par Bush en Irak, puis celle de

36 heures après, Daesh a donc revendiqué samedi dernier l'attentat de Nice, sans qu'il y ait pu avoir beaucoup de doute sur les inspirateurs de ce massacre frappant aveuglément un public populaire, familial, un soir de 14 Juillet...



Un Syrien et ses enfants à Alep en septembre 2015. Le désespoir... DR

Sarkozy en Libye, et enfin celles de Hollande en Syrie et en Afrique, qui sont à l'origine de la déstabilisation de ces pays, de centaines de milliers de morts innocents, qui ont détruit des villes entières, jeté des migrants par centaine de milliers sur les routes d'un exode souvent mortel. Sans oublier que le développement de Daesh a bénéficié du généreux soutien financier de quelques fidèles alliés des États-Unis et de la France, comme l'Arabie saoudite ou certains émirats du Golfe, voire de la Turquie.

### Crise capitaliste mondiale et état de guerre permanent

Leur guerre a nourri la haine et l'humiliation, une guerre qui vient justifier les prétentions de Daesh à rassembler les musulmans derrière sa folle ambition de la conquête du pouvoir et des richesses des pays dévastés par les puissances occidentales. La gauche, pas plus que la droite ou l'extrême droite, ne peuvent dire qu'ils ne savent pas. Oui, ils savent pertinemment que l'intensification de l'intervention militaire française

est non seulement inefficace mais qu'elle pousse dans les bras des djihadistes de nouveaux contingents de recrues.

Comment expliquer qu'un Tunisien vivant et travaillant à Nice depuis des années s'est transformé en « soldat de l'islam », capable de mourir pour la cause du califat universel dans la lutte contre l'Occident mécréant et impérialiste ? Les frustrations, le désespoir, la haine engendrées par leur folle société de chômage, de concurrence, qui détruit toutes les solidarités renvoyant chacun à sa solitude face à la violence, aux mépris sociaux, au racisme.

La prolongation de la crise capitaliste mondiale exacerbe les tensions sociales comme elle rend de plus en plus tendues et chaotiques les relations internationales au prix d'un état de guerre permanent. L'issue ne peut venir que des classes exploitées pour rompre la logique infernale qui se met en route contre elles, ici comme au Moyen-Orient, comme à l'échelle de la planète, pour le plus grand profit des Trump, Le Pen, Erdogan, Assad ou autres intégristes religieux, islamiques ou non.

**Yvan Lemaître**

morts (dont une centaine parmi les putschistes et le reste de civils et policiers) et 1500 blessés. Erdogan annonce que le coup a été dirigé par des adeptes militaires de la confrérie de Fethullah Gülen, l'ancien allié de l'AKP devenu son ennemi juré. Dès le lendemain, une opération d'envergure est lancée dans l'armée, le corps judiciaire (dont arrestations de hauts magistrats), la police et dans d'autres branches de l'appareil d'État faisant au total 6 000 gardes à vue (dont 2 850 militaires).

### Refuser les coups d'État militaire et d'Erdogan

S'il est trop tôt pour se prononcer sur les véritables responsables de ce mouvement putschiste, les cadres gülenistes encore existant dans l'armée malgré les opérations antérieures ont probablement participé à ce coup, mais vraisemblablement

liés à d'autres groupes militaires opposés au régime. Une des thèses est que, face à l'annonce d'une nouvelle vague d'opérations visant à « nettoyer » l'appareil d'État, ces secteurs ont tenté de réaliser leur projet de coup d'État plus tôt que prévu, comptant sur un soutien civil et militaire dans le feu des événements par « un effet de boule de neige »... Ce qui n'a pas du tout été le cas !

Alors que les quatre partis représentés au Parlement (AKP, extrême droite, centre-gauche laïciste et gauche liée au mouvement kurde) ont dénoncé la tentative putschiste et célébré la résistance civile par une déclaration commune, il est bien évident que la nuit du 15 juillet va donner l'occasion à Erdogan de durcir encore plus son régime et instaurer le système présidentiel dictatorial qu'il souhaite. Ce dernier a



Les soutiens d'Erdogan dans la rue, l'armée aussi... DR

appelé ses partisans à ne pas quitter les rues jusqu'à nouvel ordre, ce qui a provoqué des agressions dans les quartiers syriens, kurdes et alévis dès le deuxième soir...

Résister aux offensives du régime et de ses milices tout en condamnant toute intervention militaire reste

une tâche urgente pour toutes les forces démocratiques et de gauche, sans oublier que c'est seulement la construction patiente et de longue haleine d'un mouvement de classe qui permettra de changer définitivement les rapports de forces.

**D'Istanbul, Uraz Aydın**

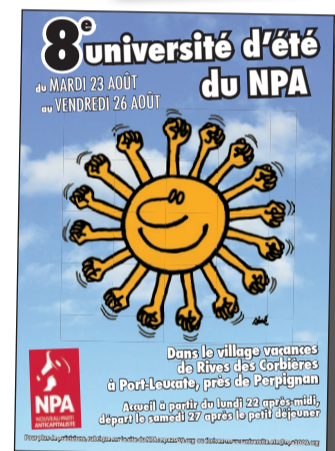
## Le chiffre

### Au moins un millier

C'est, d'après le quotidien pakistanais Dawn, le nombre approximatif de femmes assassinées chaque année dans ce pays. Ainsi, vendredi 15 juillet, la blogueuse Qandeel Baloch, également mannequin, actrice et féministe, a été étranglée par son frère car elle postait des vidéos « trop choquantes » sur Facebook. La loi qui permet aux « criminels d'honneur » d'échapper aux condamnations n'a toujours pas été modifiée...



## Agenda



## NO COMMENT

La prochaine élection présidentielle se jouera sur la façon de protéger les Français, et sur la capacité à être un chef de guerre. Cette question sera essentielle, bien avant celle du chômage.

Le député ÉRIC CIOTTI, cité par le Monde du lundi 18 juillet.

### **l'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## DROITS DE L'HOMME

# Mômes derrière les barbelés



Ça se passe de commentaires... DR

Ah! Les droits de l'homme made in France. Un de nos plus fameux produits d'exportation, pour reprendre les catégories opératoires de la «gouvernance» Vallsolande. Un peu surfait cependant...

À ce propos, la Cour européenne des droits de l'homme vient encore de se pencher sur un dossier quelque peu gênant, celui de la perpétuation de l'enfermement d'enfants en bas âge que l'on souhaite expulser fissa : deux par-ci et encore deux par-là, cela ferait sans doute à la longue trop de bouches à nourrir (il n'y a que les riches pour vivre au-dessus de nos moyens)! À moins de considérer plutôt que telle fillette tchétchène de 2 ans et demi et sa sœur de 4 mois sont en puissance de dangereuses terroristes ou qu'un Roumain de 4 ans serait déjà capable, le petit saligaud, de vous chourer votre portefeuille. Non, pas question de recevoir chez soi tout ce beau monde. Bouclez-moi ça et dehors! L'ordre public, vous comprenez. la Cour européenne, elle, relève tout de même qu'il y a là quelque chose d'«*assimilable à un traitement inhumain ou dégradant, et donc contraire à la Convention européenne des droits de l'homme*». À travers le rappel d'un principe évident, elle est simplement dans son rôle tout comme le Défenseur des droits, Jacques Toubon, quand il s'était risqué l'an passé à demander qu'il soit interdit par la loi de placer les enfants de migrants en rétention.

Les organisations qui, depuis des années se battent contre une pratique où le ridicule le dispute à l'odieux, se montrent plus concrètes. Ainsi, le secrétaire général de la Cimade précise : «*La rétention administrative, c'est un univers carcéral, avec des barbelés, des verrous, une surveillance policière... C'est traumatisant pour toutes les personnes enfermées, au seul motif de papiers pas en règle, mais ça l'est encore plus pour des enfants. C'est de la maltraitance, même pour un jour ou deux*».

### «La protection de l'intérêt supérieur des enfants»?

On peut imaginer que le candidat François Hollande en avait conscience quand, en mars 2012, il prenait l'engagement, en réponse à une interpellation de l'Observatoire de l'enfermement des étrangers et de RESF, «*de mettre fin dès mai 2012 à la rétention des enfants et donc des familles avec enfants...*», notant alors : «*La protection de l'intérêt supérieur des enfants doit primer comme nous le rappellent de nombreuses conventions internationales que la France a signées, et en particulier la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention internationale de l'enfant*». Mais c'était sans compter sur ce foutu «principe de responsabilité» : face à la déferlante de migrantEs qui menace – bien sûr! – de nous submerger, il a été choisi de ne plus avoir d'état d'âme, et c'est ainsi que «l'humanité» faisant une fois de plus les frais de «la fermeté», le nombre de mineurs placés en CRA, qui était tombé de 500 à 45 entre 2011 et 2014, s'est à nouveau élevé à 105 en 2015...

Et l'on ne parle pas de la colonie républicaine de Mayotte où, en dépit d'une politique revenant, du fait des contrôles incessants en mer, à laisser migrantEs adultes et enfants confondus se noyer, le nombre de mineurs rescapés et internés en CRA avant expulsion vers les riches Comores se montait encore à 3512 en 2013 et s'est élevé à 4 378 en 2015.

Alors, on ne manquera pas de nous dire avec aplomb que toute autre orientation ferait le jeu du Front national. Ils n'ont apparemment pas encore compris que, comme chaque élection le démontre pourtant, l'original sera toujours préféré à la copie, si bien imitée soit-elle.

François Brun

## HOLLANDE-VALLS-MACRON La guerre des roses (fanées)

Le meeting ultra-médiatisé de Macron le mardi 12 juillet à la Mutualité semble avoir officiellement ouvert les hostilités au sein de l'exécutif. Mais derrière les pseudo-dissensions entre Hollande, Valls et Macron, ces derniers jouent la même partition pour 2017, celle des plus riches et du patronat.

Rien ne va plus au gouvernement. Les égots et projets personnels ont pris le dessus tant les dissensions entre Hollande-Valls et Macron semblent importantes. Dézingage à tous les étages?

### Beaucoup de bruit... pour pas grand-chose?

Le meeting Macron a donc fait le buzz médiatique, mais pour quoi au juste? Pas d'annonce de candidature, pas de démission du gouvernement, pas de projet réellement alternatif à ses concurrents... Bref, Macron, comme à son habitude, a attiré les médias sur du vide, mais du vide extrêmement bien orchestré en bon businessman qu'il est.

Il a donc montré qu'il était bon orateur, répétant à tue-tête qu'il voulait «*changer le pays*»... en critiquant l'action du gouvernement auquel il appartient et sans aucune critique de la droite. Pour lui, «*la loi travail c'est une réforme importante, mais ce n'est plus le combat d'aujourd'hui*». Le plus drôle est sans doute que, pendant plus d'une heure de stand-up, Macron a voulu laisser croire qu'il était un homme politique «*hors système*», critiquant les «*accords d'appareils*», la «*caste*», et estimant également que, face à la crise démocratique, «*nos institutions, notre système, la chorégraphie de tout cela est usé. Il est fatigué par les promesses non tenues. Il est ancien, il faut en changer*».

Les candidats «*hors système*» sont donc très nombreux à se déclarer à la veille des élections présidentielles : Sarkozy en 2012, alors président

sortant; Marine Le Pen, et avant elle son père... C'est désormais le cas du banquier, riche et énarque, Macron! «*Ils osent tout, c'est à cela qu'on les reconnaît*»...

### Nouvelle fracture au sein de la majorité

Même si, dans le fond, Macron n'a pas dit grand-chose, sa petite escapade n'est pas du goût de tous, au sein de la majorité comme à droite. Valls l'a franchement mauvaise : outre le fait que Macron lui marche sur les pieds en reprenant en partie son leitmotiv sur la transformation du PS, il fragilise aussi un peu plus la majorité. «*On ne peut pas dénoncer un prétendu système en cédant aux sirènes du populisme quand, circonstance aggravante, on est soi-même le produit le plus méritant de l'élite de la République*».

Les critiques et petites phrases ont fusé de la part de plusieurs membres du gouvernement. «*Par respect pour les autres ministres, il faut que Macron travaille*», a ainsi lancé Annick Girardin, ministre de la Fonction publique. Ou encore : «*Quand on est ministre, on agit, on ne parle pas au futur*», selon Urvoas. Et Le Drian, fidèle de Hollande, de rajouter qu'«*il n'y a pas de ménage à trois*» à la tête du pays...

Mais les critiques sont également venues de la droite. Benoist Apparu s'interroge sur le bilan du ministre de l'Économie. «*Les cars... Les français attendent plus d'un ministre*». Quant à Mariani, «*le double jeu de Macron est d'une totale hypocrisie*» car il tient «*un discours de droite en étant ministre du gouvernement de*



La sainte-trinité sociale-libérale prépare 2017. DR

gauche auquel il s'accroche». Mais il est sans doute le seul à penser aujourd'hui que ce gouvernement est de gauche...

Derrière tout cela, la mise «en marche» de Macron à la Mutualité, qui a embarqué avec lui quelques députés socialistes dont certains «anciens amis» de Valls, crée une nouvelle fracture au sein de la majorité, ce qui fragilise encore plus un gouvernement aux abois qui a dû faire passer en force la loi travail.

### Pendant ce temps, «tout va mieux»...

Face à tout ça, Hollande reste impassible et refuse de se désolidariser lors de la traditionnelle interview du 14 Juillet. Apparemment, il a déjà revêtu ses plus beaux habits de candidat... Sa seule obsession est donc de vendre son fabuleux bilan, et pour le coup, on a failli s'étrangler à plusieurs reprises ou tout simplement casser son poste de télévision, tant la mauvaise foi et le déni de la réalité étaient grands.

«*Pour ce qui me concerne, j'ai tenu tous mes engagements*», a tenu à préciser Hollande, qui a agi pour «*le bien du pays*» rappelant dans quelle situation sociale et économique il avait, après cinq ans de Sarkozy, trouvé le pays. Mais désormais «*tout va mieux*», vantant la «*croissance*» retrouvée, la baisse des impôts et du chômage, le ralentissement de la dette publique, la réduction des inégalités. Cerise sur le gâteau, il a comparé la loi travail à «*la grande loi sur les conventions collectives*» de 1936, car grâce à cette nouvelle loi, «*il va y avoir des accords d'entreprises, avec des syndicats qui vont voir leur place renforcée*»...

Ce début de spectacle côté majorité et PS n'étonnera personne, mais reste pas moins navrant. En surfant sur le populisme, sur une politique antisociale libérale et sécuritaire, tout ce petit monde ouvre toujours un peu plus la porte à l'extrême droite... Il y a urgence à changer la donne.

Sandra Demarcq

## MÉLENCHON J'suis pas un imbécile puisque j'suis candidat...

Lors du débat au Parlement européen qui a suivi le Brexit, Jean-Luc Mélenchon s'est autorisé une nouvelle sortie ouvrant la voie à une nouvelle polémique...

Une polémique certes passée au second plan après le massacre de Nice et le coup d'État manqué en Turquie, mais qui (re)pose la question des positionnements du JLM 2017.

### Dérage ou système?

Dans ce discours, Mélenchon condamnait «*une Europe de la violence sociale, comme nous le voyons dans chaque pays chaque fois qu'arrive un travailleur détaché, qui vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place*». Une «*actualisation*» nauséabonde du célèbre sketch de Fernand Raynaud : «*J'suis pas un imbécile puisque j'suis douanier. J'aime pas les étrangers, ils viennent manger le pain des Français*...». Devant la reprise et la critique de sa sortie par les médias, Mélenchon s'est placé dans une posture qu'il affectionne : la victime des médias, du journal *le Monde*, «*relais de divers groupes connus pour leurs opinions parfois très discutables. Le même journal et la meute*...» Chacun trouvera sa place.

Dans un premier temps, il défend l'expression qui, selon lui, «*décrit très bien la compétition entre les travailleurs détachés et les travailleurs locaux*». Quant à «*voler le pain*», il



juge que c'est «*une expression très classique qui n'est pas connotée. (...) Ce sont les mots adaptés à la situation*...» Puis, devant le développement de la polémique et parce que «*Des amis sont troublés. (...) Il va de soi que je ne retire rien. (...) J'y ajoute des guillemets. Mettez des guillemets autour des mots sur le pain que je prononce. (...) À l'oral, on n'entend pas les guillemets*».

Sauf que dans la foulée de sa sortie sur Twitter au soir de la finale de l'Euro-foot France-Portugal («*Ce soir, c'est juste du foot. Rien à voir avec France-Allemagne*»), ce nouveau «*dérage*» s'inscrit dans une double logique, où la volonté du coup médiatique le dispute au nationalisme fortement teinté d'antigermanisme déjà largement étalé dans son livre

le *Hareng de Bismarck* (le poison allemand).

### «Un instant de philosophie pratique»

C'est ce qu'écrivit Mélenchon sur Facebook le 14 juillet. Se défendant vertement de toute dérive chauvine, Mélenchon s'engage sur une autre fausse piste autour de la responsabilité individuelle, dénonçant ceux

qui «*voudraient que nul n'ait jamais de responsabilité personnelle dans l'histoire. Tous seraient victimes du capitalisme et cela absoudrait en permanence de toutes turpitudes dont ils seraient participants. Ce n'est pas ma manière de voir. À mes yeux, le principe de responsabilité personnelle est engagé en permanence. Personne n'est obligé de faire le métier de bourreau. C'est un choix personnel et peu importe ses raisons. (...) Sans la résistance personnelle et individuelle aux actes mauvais que l'on est invité à commettre, quel qu'en soit la nature, l'injustice continue son chemin sur notre dos*».

Les travailleurs détachés seraient-ils responsables ou complices de l'exploitation par les patrons qui profitent de la disparité des systèmes sociaux en Europe? Encore une mauvaise querelle? Mélenchon s'est fait une spécialité des déclarations provocatrices trop vite qualifiées de dérapages mais qui font système, tout en combinant un «*fond*» pouvant répondre au pire des attentes «*populaires*» en matière de concurrence entre salariéEs, de chauvinisme, de sécuritaire.

Au total, la construction d'un personnage dont l'éthique est bien éloignée de la nôtre, des valeurs que nous défendons. Celles et ceux que nous côtoyons dans les mobilisations et qui soutiennent ou envisagent de soutenir la campagne JLM 2017 ne peuvent continuer à excuser, pour quelque raison que ce soit, des orientations qui ne sont pas des dérapages mal contrôlés.

Robert Pelletier



## ÉGYPTE-TURQUIE-ISRAËL Petits jeux diplomatiques pour puissance(s) régionale(s)

Le jeu des alliances au Proche et au Moyen-Orient évolue, une fois de plus, de manière à première vue surprenante.

**D**imanche 10 juillet, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, s'est rendu en Israël pour une première visite depuis neuf ans. À l'époque, en juillet 2007, son prédécesseur de l'époque (Ahmed Aboul Gheit) s'était rendu à Jérusalem avec son homologue jordanien, Abdelelah Al-Khatib. Mais cette fois-ci, le ministre Choukri s'est laissé prendre en photo dans deux réunions, dont l'une avait lieu dans la résidence personnelle du Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Une première et donc un symbole d'autant plus fort. Deux semaines plus tôt, le dimanche 26 juin le gouvernement de l'État sioniste avait pu conclure un accord avec le gouvernement turc, mettant officiellement fin à un contentieux vieux de six ans. Le 31 mai 2010, des troupes israéliennes avaient donné l'assaut en Méditerranée, contre le navire turc « Mavi Marmara », tuant dix ressortissants turcs. Le bateau faisait partie de la flottille pour Gaza. Cela jeta un froid dans les relations officielles entre les deux États. Jusqu'ici, Israël et la Turquie, deux puissances militaires travaillant avec les structures de l'Otan (dont la Turquie est membre depuis 1952) en Méditerranée, avaient été stratégiquement proches.

### Excuses croisées...

Depuis la fin juin, la crise diplomatique semble donc soudainement réglée. Le pouvoir turc renonce désormais aux poursuites judiciaires,

qu'il avait lancées contre Israël. Initialement, la Turquie d'Erdogan avait posé trois conditions pour une reprise des relations : des excuses publiques israéliennes, une indemnisation financière des familles des victimes turques de 2010, et un abandon du blocus imposé à Gaza. Les deux premières conditions ont été partiellement satisfaites, surtout en termes financiers, puisque Israël va verser 20 millions de dollars (18 millions d'euros) pour clore le dossier. En revanche, il n'y aura pas de libre accès au port de Gaza, même si la Turquie pourra livrer des biens pour Gaza au port israélien d'Ashdod, d'où les Israéliens les achemineront... ou pas ! Turcs et Égyptiens auraient-ils donc abandonné leurs critiques à l'égard d'Israël, l'occupation de la Palestine serait-elle donc terminée ou acceptée ? En réalité, les comportements des deux gouvernements – à Ankara et au Caire – ne sont pas si liés que cela. Concernant le pouvoir turc, dans le même mouvement, il s'est aussi rapproché d'un autre pays avec lequel les rapports étaient entrés en crise : la Russie. Et cette fois-ci, c'est le président Erdogan qui le 27 juin s'est excusé – chose qui ne lui ressemble guère – auprès de son homologue Vladimir Poutine, demandant aussi de « restaurer les relations traditionnellement amicales » entre les deux pays. L'objet de ses excuses concernait l'avion russe abattu par l'armée de l'air turque en novembre 2015, aux confins de la Syrie.



Égypte-Israël, condamné à s'entendre ? DR

### Qui aura l'hégémonie ?

La réalité, c'est surtout qu'Erdogan, dans sa recherche d'un rôle de grande puissance régionale, était allé trop loin dans l'isolement. Historiquement, le leader de l'AKP (islamiste), arrivé au pouvoir en 2003, avait suivi une politique du « zéro ennemi » dans la région : ami avec le régime syrien de Bachar el-Assad (les deux hommes sont même partis en vacances ensemble...), négociant un temps avec les Kurdes du PKK, etc. Mais à partir de 2011, Erdogan a rompu avec cette politique : il croyait que le « printemps arabe » allait lui donner un rôle de leader régional (l'AKP devenant le « modèle » de parti « islamiste libéral » au pouvoir que les Frères musulmans devaient imiter), que le régime syrien d'Assad allait rapidement chuter, et que le régime turc apparaîtra comme le protecteur des sunnites dans la région. Puisque ce scénario ne s'est pas

réalisé, Erdogan est aujourd'hui obligé de composer avec d'autres puissances. Concernant l'Égypte, c'est une autre affaire. Depuis l'arrivée au pouvoir du militaire al-Sissi suite au renversement du gouvernement islamiste en 2013, la diplomatie du pays s'aligne surtout sur son allié et créancier saoudien et sur d'autres puissances conservatrices du Golfe. Or, ce bloc sunnite-réactionnaire, s'il n'admet pas entretenir des relations avec Israël pour des motifs religieux, entretient bien des relations avec l'État sioniste en sous-main (avec les USA dans le rôle d'arbitre...). Avec la réapparition de l'Iran en tant que puissance régionale, mais surtout depuis l'accord des grandes puissances avec Téhéran en juillet 2015, il n'a plus qu'une seule préoccupation : endiguer l'influence iranienne. Or, au côté d'Israël, on se retrouve contre cet ennemi commun.

Bertold du Ryon

## SUD SOUDAN Les dirigeants fauteurs de guerre civile

Triste anniversaire pour le pays le plus jeune au monde qui vient de fêter le 9 juillet ses cinq ans d'indépendance en se séparant du Soudan. En effet, les combats dans la capitale Juba ont repris faisant des centaines de morts.

**C**es affrontements font suite à ceux commencés trois ans plus tôt entre les deux dirigeants du pays, le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar. Cette guerre civile a causé la mort de plus de cinquante mille personnes, la plupart civiles, et une crise alimentaire qui désormais touche la moitié de la population. Le Sud Soudan est né d'une lutte armée de longue haleine contre les dirigeants islamistes du Soudan d'abord, Gaafar Nimeiry puis Omar al-Bashir, qui ont systématiquement marginalisé toutes les régions du pays non arabophones. Cette lutte a été menée par le SPLA (Sudan People's Liberation Army) dirigée par John Garang qui se battait pour un Soudan fédéral ouvert à tous, contrairement à Salva Kiir et Riek Machar qui défendaient l'option de la séparation du Sud Soudan. La mort de Garang a permis aux séparatistes de prendre le dessus. Si le référendum d'indépendance a recueilli une écrasante majorité de plus de 98 % des votants, conséquence de l'exaspération des



Des populations contraintes de fuir les affrontements. DR

populations en butte au racisme des dirigeants islamistes du Soudan, le nouveau pays va connaître dès le début un gouvernement corrompu, dont les élites vont s'affronter entre elles pour s'emparer du pouvoir.

### Lutte fratricide

Deux après l'indépendance, le président Salva Kiir va limoger son vice-président Riek Machar, lui reprochant ses velléités de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Ces deux dirigeants vont se livrer une

guerre sans merci et plonger ainsi le pays dans le désarroi, attisant les divisions ethniques entre Dinka et Nuer. Des deux côtés, des crimes effroyables vont être commis contre les civils.

Cette division entre communautés dinka et nuer existe depuis longtemps et fut aggravée par la politique colonialiste des Britanniques qui ont figé ces ethnies. À l'époque même de la lutte contre Khartoum, au début des années 1990, une scission s'était opérée

sur cette ligne ethnique à l'intérieur du SPLA.

Malgré les conséquences désastreuses pour les populations, ces deux dirigeants n'ont pas hésité à utiliser leur ethnie respective dans une guerre sanglante. Le but, avoir la main mise sur les richesses du pays, notamment le pétrole. En cinq ans de pouvoir, des milliards de dollars ont ainsi été détournés<sup>1</sup>. L'accord de paix entre les deux belligérants signé en août 2015 prévoyait que Riek Machar retrouve son poste de vice-président et puisse revenir dans la capitale avec ses hommes, ce qui fut effectif huit mois plus tard en avril. De nouveau, les deux troupes se sont affrontées provoquant en quatre jours la fuite de dizaines de milliers de personnes.

Les deux dirigeants ont appelé à un cessez-le-feu immédiat qui reste des plus précaires au vu des affaiblissements des chaînes de commandement, notamment du côté de Riek Machar. Tant que ces dirigeants resteront au gouvernement et bénéficieront de l'impunité malgré leurs crimes, l'avenir des populations du Sud Soudan restera bien sombre

Paul Martial

1 - <http://docs.house.gov/meetings/FA/FA16/20160427/104866/HHRG-114-FA16-Wstate-PrendergastJ-20160427.pdf>

## USA Profits, violences sociales et racistes et ambitions politiciennes

Wall Street affiche une santé resplendissante. Le Dow Jones et le Standard & Poor's-500, l'équivalent du CAC 40, ont atteint de nouveaux records, dopées par JP Morgan Chase, la première banque américaine. Citigroup et Goldman Sachs suivent, les banques sont en pleine forme...

**D**ans le même temps, le gouvernement américain se vante de 287 000 créations d'emplois, 112 000 de plus qu'escompté, pour l'essentiel des petits boulots dans le secteur des services, hôtellerie, loisirs, santé et information en tête... Mais le taux de chômage, lui, a en fait augmenté, passant de 4,7 % à 4,9 % de la population active. Un Américain sur sept vit dans la pauvreté et 40 % d'entre eux travaillent. La bonne santé des profits se nourrit de la précarité, de la pauvreté et des inégalités croissantes au point que le Fonds monétaire international, dans son rapport sur l'économie américaine, vient de demander aux États-Unis de lutter « de façon urgente » contre elles.



Rassemblement de Black lives matter à Dallas le 7 juillet dernier. DR

### Violences racistes et policières

Cette régression sociale frappe en premier lieu les Noirs américains. Elle s'accompagne d'une montée du racisme et des violences policières. « Un jeune Noir court 21 fois plus de risque qu'un Blanc de perdre la vie en étant confronté à la police », selon le président de la NAACP, la plus grande organisation de défense des Noirs américains. Le nombre de Noirs emprisonnés explose, chiffre révélateur des injustices et de la violence exercée à tous les niveaux de la société à l'encontre des Noirs.

C'est bien cette violence policière raciste qui est à l'origine de la tuerie de Dallas qui a frappé 5 policiers à l'occasion d'un rassemblement de protestation contre l'assassinat de Noirs par la police, l'un tué lors d'un contrôle routier sous les yeux de sa femme et de sa fille, l'autre lors de son interpellation alors qu'il était plaqué au sol. Il en est de même pour Baton Rouge, ce dimanche en Louisiane. Depuis le début de l'année, 500 personnes ont été tuées par la police. Depuis le meurtre de Ferguson, la population noire s'organise et se révolte. Le mouvement « Black lives matter » est devenu un mouvement national. Malgré la tuerie de Dallas, les manifestations contre les violences policières se sont poursuivies, cela en dépit de la répression, plus de deux cents arrestations...

### Le grand cirque électoral

Après avoir suspendu leur campagne électorale, Trump et Clinton ont vite tourné la page pour reprendre leur cirque, alors que la convention républicaine se tient cette semaine à Cleveland, celle des démocrates la semaine prochaine à Philadelphie. Les moments de compassion sont oubliés. Trump qui avait appelé à un « leadership fort, à l'amour et la compassion » et dénoncé un « pays devenu trop divisé (...) les tensions raciales sont devenues pires, pas meilleures », a choisi son possible vice-président, Mike Pence. Gouverneur de l'Indiana, proche de la droite évangélique et anti-avortement, il avait fait voter en mars dernier une loi interdisant l'IVG dans les cas où le fœtus souffre d'une anomalie... L'an dernier, il s'était attaqué à la communauté LGBT en passant une loi autorisant certains commerces et restaurants à refuser d'accueillir des personnes homosexuelles.

Du côté des démocrates, Sanders a rallié Clinton au nom du « Tout sauf Trump », provoquant en retour une cinglante répartie de ce dernier : « Bernie Sanders apportant son soutien à Hillary-la-Véreuse, c'est comme Occupy Wall Street qui soutiendrait Goldman Sachs. » Malheureusement, la flèche touche juste tant il est vrai que les travailleurs, les classes populaires, les Noirs n'ont rien à espérer de ce cirque électoral. « Black lives matter » indique la voie pour l'ensemble des classes exploitées et dominées : s'organiser, prendre en main leurs affaires, construire leur propre parti.

Yvan Lemaitre



## POUR UNE EUROPE AU SERVICE DES PEUPLES, COMMENT COMBATTRE L'UNION EUROPÉENNE ?

*Certains ont présenté le Brexit comme un vote de classe, le vote des exploités et des opprimés contre celui des possédants, de la City et de la grande majorité de la bourgeoisie anglaise, un vote de déstabilisation de l'Union européenne...*

Que le « Leave » ait rassemblé la majorité des salariés, des couches populaires en Angleterre est indiscutable. Qu'il témoigne d'un rejet massif parmi elles des politiques imposées par les élites, dont celles de l'UE, cela est certain aussi. En Grande-Bretagne, les travailleurEs connaissent le chômage et la misère, face à l'insolente prospérité des banquiers de la City. Cela ne fait malheureusement pas du Brexit un vote de classe, car politiquement, ce vote a été entièrement structuré et argumenté par les ténors du Parti conservateur et de l'UKIP. Loin de tracer des perspectives de lutte contre l'austérité et l'Europe capitaliste, ils ont au contraire combattu pour plus de libéralisme, plus d'austérité, mais avec une voie nationale, « Thatcherienne ». Leur principale cible était les travailleurs de l'Europe de l'Est (essentiellement Polonais) stigmatisés comme responsables de la crise.

### Les classes dominantes européennes toujours à l'offensive

Le Brexit provoque une nouvelle accélération dans la crise de l'UE, cela est certain, et les banquiers et hommes d'affaires de la City ont fait grise mine le soir de résultats qu'ils n'attendaient pas. Mais en Grande-Bretagne, ce vote se traduit par de nouvelles pertes de pouvoir d'achat pour la classe ouvrière, une recrudescence des actes racistes contre les travailleurs d'Europe de l'Est et de nouveaux avantages accordés aux grandes sociétés pour leur maintien à la City.

Les classes dominantes européennes sont sorties de ce vote affaiblies et divisées sur le terrain institutionnel, mais elles sont toujours convergentes sur l'utilisation de toute opportunité pour augmenter la pression sur les couches populaires. Les arguments de gauche pour le Lexit sont souvent revenus à la politique du coup de pied dans la fourmilière : « Cela va affaiblir l'UE et donc nous renforcer ». Mais il n'y a pas de dynamique objective positive au rejet de l'UE. Tout dépend de qui tient le manche...

Le rejet des politiques de l'UE dans toutes les consultations récentes en Europe est indéniable, tout comme, en général, l'affaiblissement des partis gestionnaires de l'UE : les dernières années ont vu l'érosion de tous ces partis au Portugal, dans l'État espagnol, en Italie, en Grèce, en Autriche... Mais il est faux d'avoir la logique simpliste de dire que « tout ce qui les affaiblit nous renforce ». Ainsi les différents référendums qui ont sanctionné l'UE ne se valent pas, le Brexit anglais en 2016 n'est pas porteur de la même signification que le « Non » français au Traité constitutionnel européen en 2005, et encore moins que le « Oxi » grec en 2015.

### Pour un projet de rupture de classe

Nous ne devons avoir aucune hésitation à combattre frontalement l'Union européenne, ses traités et ses institutions. Et nous ne pleurons pas de voir que les votes récents et notamment le Brexit ouvrent une nouvelle

phase de crise institutionnelle. Mais pour être efficace dans la contre-offensive à laquelle nous travaillons pour notre camp social, il faut que nous répondions à une question essentielle : comment peser pour qu'une aggravation de la crise nous mette en meilleure position ? Nous ne croyons pas que la perspective à creuser relève d'une vision étapistes : d'abord l'effondrement de l'UE, permettant le retour à un terrain de lutte national dans lequel parviendrait à s'exprimer dans de meilleures conditions la souveraineté populaire et le combat des travailleurs.

Nous nous prononçons pour une « souveraineté populaire », ce qui est différent du retour à une prétendue « souveraineté nationale », transcendant les intérêts de classe et divisant les travailleurEs d'Europe. Et cette souveraineté populaire doit s'appuyer immédiatement sur une mobilisation populaire à l'échelle nationale et transnationale, sinon elle a toutes les chances de se fracasser sur les outils des classes dominantes et de sombrer dans un nationalisme, nouvelle impasse désastreuse. Il s'agit bien de redéfinir dès le départ, et de rendre crédible un projet de rupture de classe, liant les mesures anticapitalistes radicales et immédiates, les ruptures institutionnelles avec les mécanismes de l'UE, dans un projet internationaliste, celui d'une Europe au service des peuples, de tous les exploités et des opprimés qui la composent, et de ceux qui lui sont liés par l'histoire et par des accords la plupart du temps iniques.

*Léon Crémieux et Christian Varin*

# BREXIT ET CRISE DE L'UE Quelle réponse ?

**M**oins de trois semaines après le vote des Britanniques pour sortir de l'Union européenne (UE), Theresa May est devenue Première ministre d'un Royaume-Uni quelque peu éclaté après la dérobade du dirigeant de l'UKIP, Nigel Farage, et de Boris Johnson, principal porte-parole de la campagne du Brexit, qui devient cependant ministre des Affaires étrangères.

Theresa May, qui avait rejoint le camp du « Remain », va donc gérer le « Leave ». Elle ne compterait pas activer l'article 50 du traité de Lisbonne – qui déclencherait le processus de sortie de l'UE – avant la fin de l'année. Dérobade, hésitations, diversion, arrangement, la crise politique ouverte le 23 juin n'a pas fini de rebondir. Le monde des politiciens est déstabilisé par les conséquences de sa politique et du mécontentement qu'elle génère au sein des classes populaires et auquel Tories et Labour, droite et gauche, fervents défenseurs des intérêts de la classe capitaliste, n'ont aucune réponse autre que démagogie nationaliste, xénophobie et racisme. Diviser pour mieux régner ne leur suffira plus tellement le fossé est grand entre eux, les intérêts qu'ils servent, et les travailleurs, la majorité de la population.

Cette nouvelle étape de la crise de l'Europe capitaliste accentue un processus d'éclatement, les serveurs de la bourgeoisie n'ayant d'autre réponse que la fuite en avant nationaliste qui profite, partout en Europe, aux forces réactionnaires.

Leur politique alimente leur crise. Les ministres des Finances de la zone euro viennent d'enclencher une procédure de sanctions, inédite dans l'histoire de la monnaie unique, à l'encontre de l'Espagne et du Portugal accusés de ne pas avoir « pris les mesures nécessaires » pour corriger leurs déficits.

Cette fuite en avant renvoie à un problème plus général, celui d'une économie capitaliste croulant sous le poids d'une dette colossale qui ne semble jamais vouloir se résorber, dette publique, dette des entreprises, dette privée. Là encore, Brexit ou pas, la bourgeoisie n'a pas d'autre réponse que de faire payer la dette et ses intérêts, le sauvetage des profits capitalistes, au monde du travail, à la population pour tenter d'éviter une purge financière trop brutale. Crise économique, crise de l'UE, crise politique, une logique dangereuse pour l'ensemble de la société est en marche. L'Anticapitaliste donne la parole à différents points de vue sur les voies et moyens de répondre à cette logique, d'en imposer une autre du point de vue des luttes des classes exploitées contre le capitalisme, ses institutions tant nationales qu'européennes, pour enrayer la montée des forces réactionnaires et ouvrir une perspective internationaliste.

*Yvan Lemaitre*

## NI « LEAVE » NI « REMAIN », NI PLAN A NI PLAN B, UN PLAN DE LUTTE POUR LES TRAVAILLEURS PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES !

*La victoire du Brexit est une nouvelle illustration de l'incapacité des bourgeoisies européennes et de leurs États à construire l'Europe autrement que comme une vaste zone de libre-échange. Ainsi, aujourd'hui, c'est pour préserver celle-ci au mieux de leurs intérêts réciproques que les dirigeants politiques britanniques et du reste de l'Europe négocient.*

Theresa May, qui a pris la succession de Cameron et a fait campagne pour le « Remain », a la charge de mettre en œuvre cet arrangement « libre-échangiste ». Mais la victoire du Brexit a apporté de l'eau au moulin de toutes les extrêmes droites qui agitent l'épouvantail de l'Europe, de l'euro et de l'immigration pour détourner le mécontentement des couches populaires des véritables responsables de leur situation. Il accentue une crise politique que les apprentis sorciers qui dirigent les États ne contrôlent pas. Les dirigeants de l'UE prennent maintenant argument de la victoire du Brexit pour s'engager à prendre en commun des mesures qui accentuent le côté

antidémocratique, guerrier et réactionnaire de l'UE : cadenasser les frontières extérieures de l'Europe contre les millions de femmes et d'hommes qui sont contraints d'y chercher refuge, et développer une force de frappe commune qui permettrait à l'UE d'être au premier rang des puissances impérialistes. L'Allemagne vient d'annoncer en effet une augmentation de son budget militaire, certes très en deçà de celui de l'État français, mais avec une volonté de reconstituer des forces militaires qui lui permettraient d'intervenir ailleurs dans le monde comme le fait la France depuis longtemps contre les peuples. C'est pourquoi il est bien difficile de comprendre ce que pouvait

signifier un « Leave » ou un « Remain » « de gauche ». Soutenir le « Remain » parce que la priorité serait de combattre les forces d'extrême droite et la démagogie xénophobe avant son propre gouvernement et ceux qui coopèrent dans l'UE ? Ou bien, à l'inverse, soutenir le « Leave » parce que la priorité serait de combattre les gouvernements qui concertent leur offensive anti-ouvrière dans l'UE au prix d'une confusion totale avec le Brexit xénophobe des Johnson et des Farrage ? On voit bien à quelle absurdité mène ce raisonnement étapistes.

### Face à l'Europe du capital, le repli national, un piège

Contrairement à ce que ses dirigeants prétendent, l'Union

européenne n'est en rien une protection pour les populations. Pas plus pour les populations européennes qu'elle contribue à soumettre aux intérêts des multinationales dans le cadre de la mondialisation capitaliste que pour les peuples qui subissent l'exploitation des multinationales et les interventions impérialistes destinées à maintenir l'ordre de ces dernières. Mais face à l'Europe capitaliste, il n'y a pas d'issue dans le repli national. Il serait dangereux de croire que le retour aux frontières nationales, à ce que certains appellent la souveraineté nationale, offrirait la moindre protection contre cet ordre impérialiste. Il est illusoire de croire qu'un plan B – une sortie de

l'UE parce que la Commission européenne, le FMI et la BCE veulent imposer l'austérité exigée par les marchés financiers pour le remboursement de la dette publique et l'octroi de nouveaux prêts – serait une issue pour les travailleurs. Ce serait être dupe du nationalisme qui prétend qu'exploiteurs et exploités, travailleurs et capitalistes, auraient des intérêts communs.

### Construire une conscience de classe internationaliste

La lutte contre l'austérité n'est pas une simple lutte syndicale mais bien une lutte globale, politique, qui remet en cause les fondements mêmes du capitalisme. Elle exige des travailleurs une claire conscience de leurs objectifs et

de leurs tâches. Elle dépend de leur capacité à se mobiliser et s'organiser pour défendre leurs droits, imposer l'annulation de la dette publique, l'expropriation du secteur financier pour créer un monopole public de crédit, sans attendre une quelconque solution par en haut. Elle dépend de leur degré d'affranchissement par rapport à toutes les politiques de la bourgeoisie, leur conscience d'avoir des alliés au-delà des frontières et un ennemi dans leur propre pays. En se heurtant aux institutions européennes, les travailleurs ainsi mobilisés appelleraient les travailleurs des autres pays à mener ensemble ce combat et à lutter pour une Europe des travailleurs et des peuples.

*Galia Trépère*



# EUROPE CAPITALISTE

# réponse?

## BREXIT: LES ANGLAIS VEULENT QUITTER L'EUROPE



## LES TRAVAILLEURS DU ROYAUME-UNI ONT EU RAISON DE VOTER POUR LE BREXIT!

*Un vote de classe... La bourgeoisie européenne et la grande majorité de la bourgeoisie britannique ont fait une campagne acharnée en faveur du «Brimain» (rester dans l'UE). Comme pour tous les référendums sur l'UE, la bourgeoisie a tenté d'intimider la population pour qu'elle vote «bien», c'est-à-dire conformément à ses intérêts...*

**M**algré cela, les deux tiers des travailleurs du Royaume-Uni ont voté pour le Brexit, alors que les bourgeois et les cadres ont massivement voté pour le Brimain.

### L'UE est une machine de guerre contre les travailleurs

Dans la conscience des travailleurs au Royaume-Uni comme ailleurs, on perçoit les effets de la crise du mouvement ouvrier, le poids des idées fausses et des préjugés xénophobes. Ils doivent être combattus. Mais il n'en reste pas moins que l'UE est perçue à juste titre par la masse des travailleurs comme une machine de guerre contre leurs intérêts. L'UE est un cadre de coopération entre bourgeois pour faciliter le démantèlement des acquis sociaux. Rompre avec ce cadre ne règle en soi aucun problème, mais cela prive la bourgeoisie d'une arme qu'elle a perfectionnée depuis 60 ans. C'est une bonne raison de ne pas être neutre ou pire, de faire campagne pour le Brimain comme l'a fait une partie de l'extrême gauche britannique.

### Quand le mouvement ouvrier déserte le combat contre l'UE... cela profite à l'extrême droite!

La campagne pour le Brexit a été dominée par l'aile souverainiste du Parti conservateur et par l'extrême droite (l'UKIP). Ils se sont saisis de l'aspiration légitime de la population à rompre avec

un cadre anti-démocratique et anti-social pour l'emmener sur un terrain nauséabond, celui de la chasse aux immigrés, du repli sur soi. Mais ce serait une erreur pour l'extrême gauche de confondre l'aspiration à la démocratie, au refus des injonctions et des carcans de l'UE, avec le nationalisme xénophobe. Nous devons au contraire expliquer que ces aspirations sont perverties par l'extrême droite, et que la «souveraineté» à défendre est celle du pouvoir des travailleurs, impliquant non seulement de rompre avec l'UE, mais aussi avec toutes les institutions du capital. Notre internationalisme ne voit pas l'UE comme un progrès qu'il faudrait parachever.

Le Parti travailliste de Corbyn aurait dû prendre la tête de la campagne pour le Brexit. Corbyn aurait alors été en position de force pour gouverner le pays. Mais il a fait campagne pour le Brimain, ce qui l'a coupé de sa base ouvrière du nord de l'Angleterre ou du Pays de Galles, qui du coup cède de plus en plus aux sirènes de l'UKIP.

Les deux plus grands partis d'extrême gauche (SWP et Socialist Party) ont eu raison de faire campagne pour le Brexit. Au lieu de faire la morale aux travailleurs en leur expliquant que vouloir rompre avec l'UE, c'est être raciste ou faire le jeu de l'extrême droite, ils se sont appuyés sur leur conscience de classe élémentaire qui leur fait rejeter l'UE pour la faire avancer vers l'anticapitalisme.

### Le Brexit est un coup dur pour les bourgeoisies européennes

La bourgeoisie anglaise est affaiblie puisqu'elle perd l'appui de l'UE. En outre, le Brexit déstabilise les économies européennes et le spectre d'une nouvelle crise se profile. Le Brexit est en outre un point d'appui pour les travailleurs des autres pays de l'UE. Les institutions de l'UE sont affaiblies, et les travailleurs prennent conscience qu'il est possible d'en finir avec des constructions présentées comme indébouillonnables. Et affaiblir l'UE, c'est affaiblir toutes les bourgeoisies de l'UE, donc c'est faciliter notre lutte en France contre le patronat et le gouvernement.

### Pas d'internationalisme sans rupture avec l'UE

Certains à l'extrême gauche nous expliquent que ces phénomènes de crise ne peuvent que profiter à l'extrême droite. Ils en tirent la conclusion qu'il faut faire bloc avec la bourgeoisie européenne au pouvoir pour sauver l'UE. C'est ce positionnement qui laisse les partis d'extrême droite apparaître frauduleusement comme les seuls opposants aux gouvernements. Leur force tient en grande partie à notre faiblesse, notamment au refus de se saisir des questions concrètes pour les articuler à notre perspective anticapitaliste et internationaliste, celle d'un gouvernement des travailleurs expropriant les capitalistes, reconstruisant l'économie pour satisfaire les besoins et refondant les relations avec les autres peuples vers une Europe socialiste des travailleurs.

Gaston Lefranc

## BREXIT: (DERNIER?) AVERTISSEMENT POUR LES ANTICAPITALISTES

*Nombre d'analyses de gauche du référendum britannique et de ses résultats mettent en avant la mainmise de la droite conservatrice et raciste sur la campagne en faveur de l'«exit» et la dynamique politique xénophobe qui en résulte. Des faits incontestables, mais qui relèvent pour partie d'une prophétie autoréalisatrice.*

**C**ar ce qui saute aux yeux également, c'est la démission de la majeure partie de la gauche britannique du Labour que les principaux dirigeants syndicaux, Left Unity et même nos camarades anticapitalistes de Socialist Resistance, ont défendu le «Re-main». Dans ces conditions, prédire – voire commenter après coup – que la campagne pour une sortie de gauche resterait peu audible était facile. Mais force est de constater que le front «Another Europe is possible», qui disposait de beaucoup plus de soutiens, n'a pas non plus réussi à enrayer les dynamiques à l'œuvre et à trouver l'oreille de la

majorité des travailleurs. Peut-être faut-il se demander pourquoi.

### Quand la gauche démissionne, les travailleurs trouvent une autre direction

Depuis maintenant 10 ans, chaque fois que l'Union européenne est en cause dans un référendum (notamment en France en 2005, en Irlande en 2008, ou en Grèce en 2015), elle subit un camouflet, les classes populaires votant majoritairement contre elle ou ses appendices. Traité après traité, plan d'austérité après plan d'austérité, les salariés des pays membres ont compris ce qu'est l'UE, son rôle dans la destruction de leurs droits, son caractère viscéralement anti-démocratique voire

sa responsabilité dans la mort de milliers de migrants chaque année à ses frontières.

Lorsque la gauche et les anticapitalistes se placent à la tête de sa dénonciation, les courants chauvins peuvent être relégués au second plan (cf. le débat sur l'adhésion de la Turquie déclenchée par l'extrême droite en 2005). Mais lorsqu'ils se déclarent agnostiques, ou a fortiori se présentent en défenseurs de l'UE – même au nom d'une autre Europe –, l'extrême droite rafle la mise.

Les rapports de forces nous sont plus défavorables aujourd'hui qu'en 2005. Raison de plus pour s'y mettre. La gauche anticapitaliste doit assumer la rupture avec l'UE comme

élément de son programme et de sa stratégie, condition nécessaire bien que non suffisante pour en finir avec l'austérité et ouvrir la voie à un véritable projet internationaliste. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra prendre appui sur la conscience certes confuse, partielle, mais fondamentalement juste, qu'a notre camp social de la nature de l'UE, et tirer le fil vers la critique des institutions et des gouvernements nationaux qui soutiennent les mêmes politiques, vers l'hypocrisie de l'extrême droite.

### La corde est raide, mais nous devons l'emprunter

La corde est raide car, comme le montre les récentes sorties de Jean-Luc Mélenchon à propos des



travailleurs détachés, une partie de la gauche est tentée par le réformisme version bleu-blanc-rouge pour disputer à l'extrême droite ses électeurs. Mais a contrario, les projets qui misent sur une novation sans rupture des institutions de l'UE ou sur un compromis avec ses dirigeants sont tout autant une impasse pour notre camp social, le drame du peuple grec est là pour nous le rappeler.

La corde est raide mais nous devons pourtant l'emprunter, car les jours meilleurs où les antagonismes de classes se présenteront à nous n'arriveront peut-être pas. En France, le mouvement contre la loi El Khomri

a relégué pour un temps le FN au second plan, mais n'a pas entamé son influence et son audience. Le débat sur la sortie de l'UE rebondira nécessairement au moment des élections présidentielles. Les classes dominantes ont choisi leur camp: celui de l'UE comme cadre d'alliance sur le plan international et de levier pour leur offensive antisociale sur le plan national. La seule façon de contribuer à l'homogénéisation du nôtre, à la reconstruction d'une conscience de classe et d'une expression politique indépendante du mouvement ouvrier, est d'y prendre parti.

Simon Picou



## BURE (55) Le combat acharné continue!



Les forces de l'ordre, antisociales mais aussi anti-environnementales... DR

La justice bourgeoise avait rendu son verdict vendredi 15 juillet dernier: sans surprise, l'État et l'Andra ont tous les droits, y compris celui de faire expulser les opposantEs d'une forêt acquise au prix de nombreuses magouilles et intimidations...

C'est pourquoi ce samedi 16 juillet, plus déterminés et révoltés que jamais, des habitantEs, des paysanEs, des militantEs (dont un certain nombre du NPA), des familles et des soutiens internationaux, ont participé à la manifestation de ré-occupation de la forêt de Bure. Ce bois où se déroulent les premiers travaux illégaux de l'Andra, risque de disparaître pour laisser place au projet insensé d'enfouissement des déchets nucléaires Cigéo.

Les dizaines de gardes mobiles ont eu beau faire, difficile de faire reculer 500 manifestantEs en rase campagne, même avec des lacrymos et des flash-balls. Contournés, débordés, ridiculisés, les flics ont fini par abandonner le terrain, et les premiers cris de victoire ont pu alors résonner. Nous avons repris le bois à l'État et aux forces du capital.

### La forêt toujours occupée

C'est alors que, dépités par cette défaite, les vigiles de l'Andra, véritable milice masquée armée de manches de pioches et super agressive, s'en sont pris aux manifestantEs. Ils ont eux aussi été repoussés, mais l'un des nôtres a été gravement tabassé à coups de pieds, de poings et de bâton. Le comble, c'est que quatre de nos camarades ont été interpellés dans la foulée et placés en garde à vue, puis relâchés dimanche soir, avec des procédures engagées pour « violence en réunion »... Et ce n'était pas fini. L'État ne pouvait tolérer pareille humiliation, et pendant toute la journée de dimanche, les gardes mobiles venus en masse ont chargé, gazé, tiré, et détruit à la pelleuse les barricades érigées par les occupantEs. Mais les camarades ont tenu bon et ont reconstruit des barricades. À l'heure où est écrit cet article, la forêt est toujours occupée. Tous les soutiens sur place sont bienvenus.

Claude Kaiser

## LA POSTE (92) Deux mois de grève et une nouvelle victoire!

La grève avait été lancée suite à une tentative consciente, préparée plusieurs mois à l'avance par SUD Poste 92 de faire partir un maximum de bureaux à la fois, en commençant par un appel à 48 heures de grève les 10 et 11 mai.

Le pari est partiellement réussi: le 10 mai, la grève est majoritaire dans huit centres mais tous les bureaux concernés par des réorganisations ne reconduisent pas la grève le lendemain. Les facteurs d'Asnières reconduisent la grève massivement (90%), Colombes et Malakoff-Vanves leur emboîtent le pas, avec des taux qui oscillent entre 30% et 75% au long des deux mois de grève, ainsi qu'une minorité d'Issy-les-Moulineaux qui fait naître un climat de contestation dans un bureau qui n'a pas fait grève depuis au moins 20 ans. Ils sont rejoints le 1<sup>er</sup> juin par Fontenay (près de 100% de grévistes).

Les grévistes se battent contre des plans de suppressions d'emplois, pour l'embauche d'intérimaires et dans le cas d'Asnières et de Fontenay contre la délocalisation des sites.

### Une continuité dans la stratégie

Comme lors des conflits précédents en 2009, 2010, 2012, 2014 et 2015, c'est en regroupant les grévistes de plusieurs établissements que les postiers des Hauts-de-Seine sont parvenus à faire plier La Poste. Tous les jours, les grévistes des différents établissements interviennent dans les centres postaux pour populariser et tenter d'étendre la grève, et se regroupent en AG départementale: additionner les forces des bureaux permet d'acquérir un impact que chaque bureau ne peut pas avoir séparément. La caisse de grève est également une tradition solidement installée dans le 92, elle a été cette fois-ci lancée et alimentée en prévision du conflit et pas seulement au moment même de la grève.

Les résultats sont là: annulation d'une réorganisation prévoyant



Des postierEs qui savourent... DR

la suppression de 11 emplois à Asnières avec la garantie d'une période minimale de 30 mois sans suppressions d'emplois (ce qui fera en tout une période minimum de 9 ans sans réorganisation à Asnières, de 2010 à 2019), ainsi qu'une prime de 2500 euros pour compenser la délocalisation du site d'Asnières vers Gennevilliers; embauche de 12 intérimaires en CDI dans le 92; maintien des facteurs de Fontenay-aux-Roses dans leur ville jusqu'au moins 2018; réduction significative du nombre de suppressions d'emplois et de tournées à Colombes, Malakoff et Vanves; report de plusieurs mois de la restructuration du centre d'Issy-les-Moulineaux.

C'est bien la stratégie de regroupement des centres ainsi que la démonstration faite dans le passé que les postiers du 92 étaient capables de tenir des grèves longues qui ont poussé La Poste à lâcher.

### Une double mobilisation: contre La Poste et contre la loi travail

La victoire s'est jouée également à un autre niveau. Les grévistes

n'étaient pas isolés, ils ont activement participé à la mobilisation contre la loi travail. La coïncidence entre cette grève et la mobilisation contre la loi travail n'en est pas une, et ce n'est certainement pas un hasard si lors de ce conflit, les grévistes, notamment les femmes, étaient particulièrement nombreuses et nombreux à prendre la parole dans les centres auprès de leurs

collègues ou dans les réunions publiques.

L'implication des postiers du 92 dans les manifestations contre la loi travail, leur appui aux étudiantEs et aux lycéenEs, la participation à Nuit debout, aux cortèges et AG interprofessionnelles/interluttés, ont donné une physionomie particulière à l'affrontement avec La Poste: à de nombreuses reprises, plusieurs dizaines de militantes et militants du mouvement contre la loi travail ont bloqué des centres postaux pour aider la grève des postiers. Le soutien financier de la CGT Goodyear, CGT SIP, CGT Info Com et CGT Air France aux postiers du 92 (où le syndicat majoritaire est SUD) a signifié que, dans la mobilisation contre la loi travail, des barrières entre des milieux qui habituellement ne se prêtaient pas main-forte avaient commencé à s'effriter. Les grévistes ont ainsi fait une expérience qui leur a prouvé que s'allier à d'autres secteurs était vital pour gagner sur ses propres revendications et plus globalement pour changer le rapport de forces.

Correspondant

### LA POSTE SE MODERNISE



CHARMAG

## FNAC

### Dimanche à quai...

Le récent droit d'opposition majoritaire de trois syndicats (CGT, FO et SUD) à l'accord sur le travail dominical et nocturne de la célèbre enseigne de distribution culturelle, signé lui par la CFDT, la CFTC et la CGC, fait à nouveau couler beaucoup d'encre.

La manœuvre de la direction quelques jours plus tôt n'aura pas permis d'ébranler les convictions des trois organisations opposées à l'extension des horaires d'ouverture. Ainsi, l'appel à volontariat a été diffusé auprès du personnel des magasins peu de temps avant la formalisation du droit d'opposition pour mieux dresser les volontaires contre les vilains syndicats qui, en les empêchant de

travailler tous les dimanches, les priveraient de gagner davantage. En effet, au terme de l'accord signé, la société fait miroiter les douze dimanches par an payés triple. De la sorte, elle ne fait que monétiser le jour de récupération attaché à chaque dimanche annuel d'ouverture décidé par le maire, eux aussi au nombre maximum de douze et déjà payé double selon la loi. Le temps, c'est de l'argent...



Ouvert aussi la nuit et le dimanche, et ensuite non-stop? DR

### La direction cherche la parade

C'est un secret de polichinelle que c'est Alexandre Bompard, PDG de la Fnac, qui, en février 2016, a suggéré à la ministre du Travail, qui l'a reprise dans le cadre de sa loi, la mise en place du référendum d'entreprise pour contourner cette difficulté. De même, Darty, racheté en juin dernier par le groupe, a déjà mis en place un tel accord avec l'aval des mêmes syndicats signataires qu'à la Fnac, qui sont eux

par contre majoritaires chez Darty.

Pour ne pas se contenter de résister boîte par boîte et être à l'offensive, il est urgent que soit posée la question de l'augmentation des salaires dans le commerce. C'est bien leur faiblesse qui poussent les salariéEs et certains syndicats – cela a même été le cas de SUD au BHV – à accepter le développement des horaires atypiques de travail qui, une fois généralisés, seront payés à l'identique des autres.

LD

## SANOFI

### Oui, la lutte paie!

Entretien. Le 30 mai dernier, le Conseil d'État rendait un arrêt confirmant définitivement l'annulation du plan de sauvegarde (plutôt de suppression!) de l'emploi que Sanofi, leader pharmaceutique mondial, aux profits faramineux, avait déjà appliqué depuis longtemps. Nous avons interrogé à ce sujet les membres du Collectif des salariéEs en lutte Antisanofric.

### Ça veut dire quoi, concrètement, cet arrêt du Conseil d'État?

Le combat mené depuis 2012 a fini par payer. Si on ne se bat pas, on n'obtient rien. Concrètement: annulation totale du plan de 2012 (signé par la CFDT et la CFTC, et validé par la Direccte) et de tous les licenciements. Tous les

salariés licenciés ou en passe de l'être peuvent demander leur réintégration. Toutes celles et ceux qui estiment avoir subi un préjudice peuvent demander réparation devant les prud'hommes. Tous les accords ou autres plans qui s'appuient sur celui qui vient d'être annulé peuvent être aussi annulés.



# SANTÉ À l'hôpital Georges-Pompidou, les champignons vont bien!

Présenté comme « l'hôpital du 21<sup>e</sup> siècle » à son ouverture en 2000, l'hôpital européen Georges-Pompidou de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris revient, encore une fois sur le devant de la scène.

**H**ier, c'était le suicide par défenestration, sur son lieu de travail, d'un médecin victime des méthodes de management de l'administration, auteure par ailleurs d'un fichier nominatif contenant des jugements discriminatoires sur certains chirurgiens, se fondant sur des données d'activités fausses. « Décès accidentel » dixit la directrice de cet établissement...

Déjà, à l'ouverture de ce fleuron de l'APHP, une épidémie de légionellose, bactérie qui se développe dans les réseaux sanitaires, avait été mortelle pour cinq patients. En 2007, un nouveau décès est attribué à cette bactérie. Mais ce n'est qu'en 2009 que l'institution est mise en examen. Un rapport d'expertise ayant mis en évidence des anomalies majeures dans le réseau d'eau malgré des alertes répétées. Cet établissement a ouvert ses portes malgré l'absence des certificats de conformité obligatoires.

## La bourse ou la vie?

Aujourd'hui encore, il s'agit d'infections nosocomiales, contractées à l'hôpital : 750 000 cas/an. Elles peuvent être directement liées aux soins dispensés ou survenir au moment de l'hospitalisation. D'origine endogène, le malade est infecté lors d'un acte invasif, ou exogène, par les autres malades, les personnels soignants ou la contamination de l'environnement hospitalier. L'histoire se répète donc, avec un champignon potentiellement mortel, l'aspergillus, dont la présence dans les blocs opératoires a conduit à la fermeture de 9 d'entre eux sur 24 et des urgences orthopédiques et viscérales. Le service de stérilisation, en charge de l'hygiène est dépassé, faute de personnel. La course à l'activité par la multiplication des opérations chirurgicales, pour épouser le virage ambulatoire, empêche de bien nettoyer les blocs. L'ambulatoire, des soins sans hospitalisation complète, est aujourd'hui le credo, y compris pour la médecine hospitalière, des autorités sanitaires.

Malgré toutes les réserves et les critiques exprimées par les professionnelles, les décideurs, rivés sur leurs tableaux de bord comptables, ne dévient pas de leur logique de performance financière, au détriment de la santé de la population. La loi Touraine a programmé 22 000 suppressions de postes dans la fonction publique hospitalière...

## D'Alma-Ata aux comités de lutte contre les infections nosocomiales

Il faudra attendre dix ans après l'appel d'Alma-Ata, lancé par l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, pour protéger et promouvoir la



Attention hôpitaux en péril! PHOTOÉQUIPE ROUGE/LEANDRE

santé de tous les peuples du monde, pour qu'en 1988, les comités de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN) soient rendus obligatoires dans chaque établissement sanitaire. Mais en 2008, Bachelot, avec la loi HPST (Hôpital, patients, santé, territoires), a ouvert la voie à la mise en danger de la vie des hospitalisés en cassant cet outil qui avait démontré son efficacité contre ce risque. La loi en supprime l'obligation et dilue cette problématique dans le fourre-tout de la politique d'amélioration

continue de la qualité et de la sécurité des soins, accordant toute souplesse aux directions hospitalières pour l'élaborer. Le CLIN est alors mis sous tutelle administrative, et l'EOH, équipe opérationnelle d'hygiène, est mandatée mais sous-dotée dans la plupart des cas. Comme dans la loi travail, tous les obstacles aux profits et à la rentabilité doivent être supprimés, peu importe le coût en vies humaines. Le capitalisme nuit gravement à la santé!

CorrespondantEs

## PEUGEOT MULHOUSE (68) Des syndicats signent, pas les salariés!

Tous les syndicats, sauf la CGT, viennent de signer le NEC (nouvel élan pour la compétitivité), appelé NCS2 dans les ateliers. Un accord qui aggrave l'accord de compétitivité (NCS1) signé en 2013.

**L**a principale attaque concerne la mise en place d'une équipe de nuit à temps partiel avec une perte de rémunération de 300 à 400 euros par mois. Il augmente aussi le nombre de samedis obligatoires et fixe les négociations salariales sur 3 ans à 5 à 6 euros d'augmentation générale par an. Autant parler de blocage des salaires! Pourtant contrairement à 2013, le groupe PSA se porte à merveille, la famille Peugeot étant une des plus riches de France et son PDG Carlos Tavares s'est récemment doublé son salaire avec plus de 14 500 euros par jour!

Sur le groupe, les réactions et débrayages ont été nombreux ces dernières semaines. 1300 salariés du site de PSA Mulhouse

ont manifesté au moins une fois à l'un de ceux-ci. Ces débrayages ont permis de faire reculer certaines prétentions de la direction comme le travail obligatoire les samedis après-midi, ou de mettre en lumière le travail gratuit dans le cadre de la modulation des horaires.

### Contre le NCS2 et la loi travail

Les débrayages se sont succédé sur le groupe pour dire non au travail obligatoire et gratuit le samedi. Ainsi, si le nombre de samedis travaillés obligatoires est augmenté, la direction a été contrainte de payer le 3<sup>e</sup>, le 6<sup>e</sup> et le 9<sup>e</sup>, heures plus majorations. Et les grèves se sont succédé au rythme des mobilisations contre la loi travail. À l'annonce

de la signature de ces nouvelles attaques, saluées d'ailleurs par Valls comme étant dans la droite ligne de la loi travail, les salariés se sont sentis trahis. Reste que, contre la loi travail ou contre le NCS2, près d'un ouvrier sur quatre du site a débrayé ces dernières semaines. Un gage pour les futurs combats qu'il faudra mener. Après la signature, la CGT, seul syndicat qui s'est mobilisé contre de nouveaux sacrifices, a appelé à un débrayage avec barbecue où l'on a pu débattre entre grévistes des conséquences de cet accord, de la loi travail et des combats qui nous attendent.

Correspondant



## GRENOBLE (38) La ville à deux vitesses!

À l'appel des associations de quartier, des syndicats Solidaires, CGT et FO de la mairie, nous nous sommes retrouvés à 300 devant l'hôtel de ville de Grenoble ce lundi 11 juillet à l'heure du conseil municipal.

**B**eaucoup étaient des participants des Nuits debout, des syndicalistes, des libertaires, des habitantEs des quartiers populaires, quelques militantEs PG et PCF, ou encore CNT. Le NPA était présent avec tracts et journaux, un vrai succès : la couverture du journal représentait la fameuse fresque de Grenoble, détruite le matin même! Les raisons de la colère? L'État, sous prétexte de pacte de stabilité, diminue de manière drastique sa dotation, ce qui est évidemment scandaleux. Mais tout en s'affirmant contre cette politique austéritaire, les élus de cette municipalité EÉLV-PG-Ensemble et non encartés, l'appliquent, et d'abord contre les quartiers et leurs habitants les moins riches!



La manif s'invite dans la mairie. DR

### La manifestation jusqu'au sein du conseil municipal

En effet, ils ont décidé d'un « plan de sauvegarde des services publics »... avec notamment la fermeture de trois bibliothèques de quartiers populaires, celle d'une maison des habitants, la réduction drastique du service de santé scolaire qui joue un rôle essentiel de prévention sanitaire et sociale, l'augmentation des tarifs de piscine, de restauration scolaire, la suppression de deux centres culturels, la diminution de subventions aux associations, la réduction des moyens des services, etc. Tout cela accompagné de la suppression de 100 à 150 postes d'agents sur deux ans!

La colère s'est ensuite manifestée à l'intérieur même de la salle du conseil municipal, où 60 personnes représentant assez fidèlement la variété des manifestantEs, ont pu entrer et empêcher la tenue du conseil. Les élus de la majorité sont sortis, les militantEs ont bien évidemment refusé de discuter avec ceux de la droite et du PS (se proclamant « opposition de gauche », on rêve!). Le maire a fait annuler la séance du conseil municipal reportée au lundi 18.

Malgré la période estivale, plus propice aux mauvais coups des gouvernants qu'aux manifestations, nous y serons et touTEs ensemble!

Roseline Vachetta

Malgré ça, la direction vient de soumettre aux instances une nouvelle réorganisation qui supprime 300 postes restés délibérément vacants. Ces postes auraient pu servir par exemple à accueillir les salariés qui voudraient réintégrer l'entreprise. Ce sont les syndicats signataires qui, une fois de plus, se sont fait rouler dans la farine. Ils signent des accords, autorisent de fait la direction à supprimer des milliers d'emplois... Et au final, les effectifs promis par la direction ne sont même pas tenus, et les cibles sont sans cesse revues à la baisse à la moindre occasion. Et pendant ce temps, Sanofi continue d'engraisser ses actionnaires, continue de percevoir du CICE (crédit impôts compétitivité emploi) et du CIR (crédit impôts recherche).

### Est-ce que l'ambiance a changé dans la boîte?

Au niveau du site, sur Montpellier, dimensionné pour 1800 salariés où il n'en reste que 800, rien n'a changé. Certains sont débordés par leur travail, d'autres désœuvrés. La majorité des salariés ne se rendent pas compte de l'impact que pourrait avoir cette victoire, beaucoup ne s'y intéressent même pas. On peut parler de résignation. Ceux qui ne sont pas dupes râlent dans leur coin, soutiennent les syndicats contestataires (SUD et CGT) mais sans réelle implication. Aux dernières élections professionnelles, toutes les OS ont vu leur score électoral baisser, sauf SUD qui raffle au passage le CE. Nous avons fait une belle AG sur la loi travail avec Richard Abauzit et sur

la situation juridique du PSE. Bons retours de salariés qui ont visiblement découvert de nombreux aspects de la loi El Khomri qu'ils ne connaissaient pas... mais hélas peu de conséquences. À la manif anti-loi travail qui a suivi, nous n'étions pas beaucoup plus de participants que d'habitude.

### Comment poursuivre la lutte?

**Franck:** Comme on peut... Rien n'est fini. Depuis un certains temps, nous sommes sur une lutte sur le fond, sur une autre manière de gérer cette société, les médicaments, la recherche... Nous ne sommes pas nombreux à nous activer, mais beaucoup nous aident tout de même. Il faudrait vraiment que chaque salarié comprenne que c'est notre société, elle nous appartient. C'est nous



Les salariés de Sanofi toujours en lutte! DR

qui construisons sa richesse. À nous de lui donner de vraies valeurs, pas celles du profit. La lutte se poursuit en collectif, avec des syndiqués ou pas. En tout cas, l'outil syndical est très important, on peut faire sans mais c'est tout de même mieux avec.

**Olivier:** C'est la grande question. En ce qui me concerne, en luttant sans relâche contre la loi travail. D'abord dans la rue avec toutes les composantes du mouvement social, et ensuite dans l'entreprise pour continuer d'informer les salariés sur les conséquences de cette loi. Depuis mars, nous avons lancé des appels à la grève à chaque fois qu'une manifestation ou qu'une action était planifiée par l'intersyndicale ou par l'AG populaire Nuit debout. Ensuite par un travail plus syndical dans le cadre du CE. Personnellement, je pense que cela ne suffit pas. Nous avons besoin que les salariés expriment leur ras-le-bol de façon plus radicale. Il est grand temps d'entamer une grève générale contre le capital. On espère donc que la rentrée sociale sera chaude.

Propos recueillis par un correspondant



**Festival d'été****Venez voir  
«La Belle Rouge»**

Comme chaque année, la compagnie théâtrale Jolie Môme organise son festival «La Belle Rouge» ces 29, 30 et 31 juillet à Saint-Amant-Roche-Savine (à 65 kilomètres de Clermont-Ferrand). Et comme chaque fois ces dernières années, le NPA y sera présent.



DR

La compagnie Jolie Môme présente ses spectacles sous différents chapiteaux avec d'autres troupes ou groupes invités. C'est un festival revendicatif dans la lignée de la lutte contre la loi travail. La teneur des spectacles théâtraux, les conférences débats, les projections cinématographiques, ont tous un dénominateur commun : lutter contre toutes les injustices<sup>1</sup>.

Aussi, cette année, il ne faudra pas non plus oublier que certains membres de la compagnie Jolie Môme ont eu des problèmes avec la justice du pouvoir socialiste, et que cela n'est pas fini. Pour soutenir Loïc, il faut donc signer l'appel de soutien<sup>2</sup>.

**Le NPA répond «présent!»**

Dans l'esprit de ce rassemblement, les associations, syndicats et partis politiques ont la possibilité d'avoir un stand. Depuis quatre ans, le NPA du Puy-de-Dôme est présent, avec cette année notre propre barnum partagé avec la librairie La Brèche.

Cet espace sera un lieu de rencontre du NPA avec les visiteurs, un lieu d'échanges. En période de vacances, nous serons heureux d'accueillir celles et ceux qui décideraient de venir au festival, pour simplement nous rendre visite ou bien nous aider pour la tenue du stand.

Après les mobilisations récentes, dans le cadre de la recherche de parrainages pour la campagne de Philippe Poutou, pour développer notre programme pour l'élection présidentielle, cela nous semble important d'être dans une telle manifestation.

**Correspondante**1- <http://cie-joliemome.org/?p=1694>2- <http://cie-joliemome.org/?p=2245>

Les bonnes habitudes, ça se prend très tôt... Abonnez-vous page 12! DR

**(In)Justice****Marseille: refuser la  
criminalisation des militants**

Notre camarade Fadela a récemment été la cible d'un acharnement judiciaire sans nom (voir l'Anticapitaliste n°346). Face à cette menace qui pèse aujourd'hui sur tous les militantEs, une seule réponse possible : la détermination.

Lundi 4 juillet, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, se rendait à Marseille pour un raout entre riches. En pleine mobilisation contre la loi travail, les consignes étaient claires : aucun militant ne doit pouvoir pointer le bout de son poing. Déploiement massif de flics en civil, fouilles... Mais à quelques dizaines de mètres de la tribune, une poignée d'irréductibles a bravé le dispositif, et une voix s'élève «*P comme pourris, S comme salauds, à bas le Parti social!*», c'est celle de Fadela! Aussitôt, une femme, sans brassard de police, se jette sur elle. Fadela et une camarade ayant tenté de l'aider sont immédiatement transférées au commissariat, seule Fadela s'y verra signifier son placement en garde à vue (GAV). Militante sans relâche pour la Palestine, les quartiers populaires, la justice sociale, Fadela est de tous les combats. Une cible toute désignée. Au bout de 17 heures de GAV, elle sortira avec une première plainte de la police pour rébellion, résistance à une interpellation, bla-bla-bla...

**Faire bloc!**

Mais, un plan ne se déroule pas toujours sans accroc... La vidéo-surveillance parle : il n'y a eu aucun geste de résistance physique de Fadela lors de son interpellation. Qu'à cela ne tienne, Fadela doit tomber pour quelque chose, et c'est une banale publication sur Facebook qui leur donnera le prétexte fallacieux pour la convoquer à nouveau le mardi 9 juillet. Nouvelle GAV, et à 14 heures, elle est emmenée au tribunal et déferée devant le parquet. Le procureur de la République a exigé qu'on lui amène Fadela dans son bureau! Pour ce genre de faits



DR

(avoir écrit un commentaire sur un réseau social), on reçoit généralement son rendez-vous devant le juge par la poste... Mais ici, il faut faire peur, il faut flatter sa hiérarchie en montrant que l'on va terroriser du gauchiste, du trop libre, de l'empêcheur d'empocher en rond!

Le mercredi 31 août, Fadela passera donc devant un juge. Elle n'a pas fait l'apologie du terrorisme, elle a juste dit non, a refusé de se soumettre et a clamé ses convictions politiques. Il n'est pas nouveau que l'État utilise

tous les moyens mis à sa disposition pour museler toute contestation, mais l'état d'urgence a démultiplié l'arsenal répressif, permettant à l'ordre bourgeois de taper plus fort, de condamner plus lourd. Pour chacunE d'entre nous, la seule stratégie possible est celle du bloc : soutien total aux inculpés, solidarité active et financière dans le long combat judiciaire qui s'ouvre. Jamais aucun camarade ne doit rester seulE face au rouleau compresseur répressif!  
**Véro du 13**

**C'est qui ceux qui ont asphyxié Fumel?**

Le 13 juillet dernier, le député-maire Les Républicains de Fumel, Jean-Louis Costes, poursuivi pour diffamation par la CGT et le NPA, a été relaxé par le tribunal d'Agen...

Suite à un mouvement de grève qui durait depuis plusieurs semaines contre la liquidation de l'usine Metaltemple, il avait déclaré en avril 2015 sur France 3 Aquitaine qu'«*aujourd'hui, vous avez un certain nombre d'individus, la CGT, le NPA, je pèse mes mots, des alcooliques et des voleurs, qui ont fait de l'avenue de l'usine une zone de non-droit, qui sont par leur comportement en train d'asphyxier Fumel*»...

Le tribunal a reconnu que les propos étaient bien diffamatoires, mais a considéré qu'ils ne visaient que des personnes morales, ni la CGT ni le NPA, et qu'ainsi ils n'ont pas dépassé la liberté d'expression. Bien sûr, nous savons très bien que les propos visaient les grévistes (majoritairement cégétistes) et leurs soutiens (majoritairement NPA)



Costes, le vrai visage du dialogue social... DR

dans leur ensemble, le député-maire en avait même appelé à l'époque à l'armée, rien que ça, pour faire évacuer l'avenue de l'usine...

**Le député-maire se déballonne...**

Mais si le député-maire tonne par ses coups de gueule, il n'étonne

pas par son absence de courage, se déballonnant au tribunal en jurant la main sur le cœur que ses propos ne voulaient en aucun cas porter atteinte à l'honneur de la CGT et du NPA. L'avocat du NPA, M<sup>e</sup> Chalanset, ne s'est d'ailleurs pas gêné pour l'affirmer, l'accusant aussi par ses déclarations outrancières de ratisser vers l'électorat d'extrême droite. En ces temps troublés où les insultes et les diffamations à l'égard des mouvements sociaux en général, et de la CGT en particulier, vont bon train, il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil. Ce n'est pas ce genre de propos, ni les menaces qui les accompagnent qui nous feront céder dans notre résistance aux capitalistes, qui, pesons nos mots, sont un ramassis de voyous et de voleurs.

**Le NPA 47****En campagne****La semaine de Philippe Poutou: de l'usine à la banque?**

Ford ou NPA? Ford et NPA. Profitant de la torpeur estivale qui s'installe, le candidat à la présidentielle en a profité pour se lancer dans les démarches administratives liées à la campagne, cela après avoir dit son fait aux dirigeants de Ford...

En tant que représentant du personnel de l'usine Ford, Philippe a participé à une nouvelle réunion du comité de suivi Ford (suivi de l'accord signé en mai 2013 et concrétisant l'engagement de Ford pour 1000 emplois au minimum jusqu'en 2018!) à la préfecture de Gironde, réunion pilotée par le préfet, avec les pouvoirs publics (région, département, ville, métropole), les dirigeants de Ford Europe et les syndicats. Ces réunions ont lieu parce que les salariés insistent pour qu'au moins formellement elles aient bien lieu, obligeant ainsi les pouvoirs publics à tenir un minimum leur rôle de «*contrôle*» et Ford à rendre un minimum des comptes... Car le temps passant, la mobilisation de ces dernières années s'éloignant, la pression diminuant, les pouvoirs publics retrouvent leur position favorite

du laisser faire et Ford retrouve donc une marge de manœuvre énorme : les engagements pris ne deviennent qu'un vague souvenir.

**Préparer les suites...**

Le discours de Ford concernant l'avenir reste très flou. L'activité arrive à sa fin en 2018, Ford doit apporter de nouveaux projets mais cela tarde à se concrétiser : à part des déclarations d'intention, Ford reste toujours très évasif. Philippe et ses camarades ont clairement déclaré, lors de la réunion, que Ford bluffe, que sa politique mène droit dans le mur, réduisant les effectifs par des départs en retraite (une quarantaine par an!), supprimant des postes pour plus de rentabilité, sans plan de formation pour maintenir le savoir-faire... Le préfet et les pouvoirs publics voient bien qu'il y a un problème. Alors ils posent des questions, montrent

leurs inquiétudes, mais ne vont pas plus loin : pas de dénonciation concernant le reniement des engagements, et bien entendu aucune menace... On n'avance pas mais ce type de réunion n'est pas inutile pour autant : la pression est maintenue mais elle reste largement insuffisante... Pour bousculer tout ce petit monde, il faudra que la colère explose, que les salariés se mobilisent.

Côté NPA, Philippe a participé cette semaine aux démarches administratives, incontournables, pour la candidature. Cela commence par la déclaration du mandataire financier pour pouvoir ouvrir un compte de campagne afin de commencer à faire face aux premières dépenses que constitue la recherche des parrainages. Des dizaines de camarades sont déjà sur les routes pour solliciter les éluEs, les maires... Cela fait du temps mais aussi de



PHOTO THÈQUE ROUGE/MENO

l'argent. Du coup, il faut régler toute une série de questions, remplir des papiers à déposer en préfecture, et prendre rendez-vous avec une banque en vue de l'ouverture du compte. Un travail aussi pris en main par l'équipe «*finances*» de la campagne. Pas le cœur de la campagne, mais une des conditions indispensables à son déroulement...

**CorrespondantEs**



**Bande dessinée**

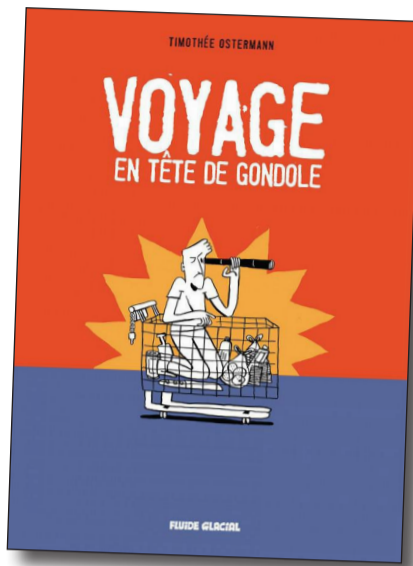
**Voyage en tête de gondole**

scénario et dessin de **Timothée Ostermann**

Éditions Fluide Glacial, 2016, 19 euros

**M**ichel-Edouard Leclerc est certes un féru de BD, mais il s'est sans doute étranglé de fureur en voyant toutes les combines de son groupe portées au grand jour par un jeune stagiaire, qui plus est, dans une BD que son entreprise est obligée de distribuer... En juillet 2010, Timothée Ostermann, jeune étudiant en art, se retrouve en « stage » dans un Leclerc d'Alsace. Il découvre alors un paquebot de 9 423 m<sup>2</sup>, où turbinent (plus ou moins vite et efficacement) 285 employés. Il se forme, entre autres, au compactage de cartons ou au rangement des paquets de café ou de chips en rayon... Timothée prend le parti de découvrir toutes ces activités « passionnantes » avec l'œil du jeune naïf qu'il est. D'un trait

simple et léger, il dresse le portrait de ces collègues sous la forme de petites anecdotes savoureuses. Nous n'ignorons plus rien des tenues de service du personnel ou de la façon de manipuler un « tire-palettes » ou une file de caddies. Les blagues des collègues sont souvent bêtes, parfois franchement racistes. Nous découvrirons aussi les lieux de repli, à l'abri du regard des chefs et des caméras pour déguster les barres de chocolat dérobées. Plutôt gentillet au début, le ton monte vis-à-vis des chefs pour prendre de plus en plus d'ampleur, gagner en perspective et s'attaquer à la saga familiale et au système mafieux des « parrains » qui permettent à Michel-Edouard de tout contrôler dans le



groupe, de saigner les fournisseurs et d'exploiter les salariés. Timothée est un jeune auteur dont la plume ne possède pas encore l'acidité des grands auteurs américains, mais il réalise une première œuvre attachante.

**Sylvain Chardon**

**Taïpi, un paradis cannibale**

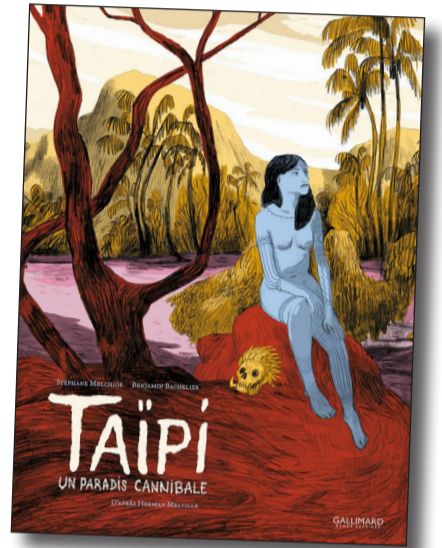
d'après **Hermann Melville**, scénario de **Stéphane Melchior** et dessin de **Benjamin Bachelier**

Gallimard, 2016, 20 euros

« **C**haacun appelle barbarie ce qui n'est pas de son usage » Montaigne (*Essais*). Hermann Melville posait cette question humaniste dans son roman (disponible chez Folio), et le scénario de Stéphane Melchior n'éluide pas le problème, renversant souvent les tables. L'intelligence change de bord, le ridicule se promène vêtu, et le sauvage n'est pas celui que l'on croit quand la grande aventure est au rendez-vous!

Après six mois sans toucher terre, Tom, jeune matelot à bord d'un baleinier dirigé par un capitaine autoritaire est lassé de naviguer. Il débarque avec l'équipage à Nuka-Hiva dans l'archipel des Marquises. Avec son ami Tom, ils sont bien décidés à ne pas réembarquer. Ils choisissent de désertir et de partir à la découverte de l'île. Les deux amis comptent joindre le territoire des pacifiques Hapaas et éviter les Taïpis réputés cannibales. Déjà auteurs ensemble du somptueux *Gatsby le magnifique*, Stéphane Melchior et Benjamin Bachelier adaptent de nouveau un roman sans tomber dans les pièges de la transposition (lourdeur, dialogues pour mieux expliquer). Ils extraient le meilleur du roman pour accentuer les rebondissements et en retrouver la lumière.

Nous suivons les pérégrinations de nos deux héros, volontaires mais un peu perdus, entre excitation de la découverte et peur de ce qu'ils ne connaissent — et ne comprennent — pas. Tom, blessé à la jambe pendant le périple ne pourra fuir avec son camarade. Il sera adopté par les « sauvages » Taïpis et découvrira à quelle occasion ces derniers mangent rituellement la chair de leurs semblables. Stéphane Melchior pose subtilement les questions humanistes tandis que le trait vif, accompagné de couleurs



chaudes et froides, de Benjamin Bachelier illumine les pages de l'album. Nature luxuriante, vahinés à la beauté ensorceleuse, le lecteur prendra le parti des sauvages et comprendra la nostalgie de Tom de retour à la « civilisation ».

**Sylvain Chardon**

**Les fils d'El Topo. Tome 1: Caïn**

scénario d'**Alejandro Jodorowsky** et dessin de **José Ladrönn**

Glénat, 2016, 15 euros

**S**orti sur les écrans en 1970, *El Topo*, western métaphysique réalisé par Alejandro Jodorowsky — et devenu depuis culte, jusqu'à John Lennon... — était resté sans suite, au grand dam de son réalisateur-auteur touche-à-tout. Près de cinquante ans plus tard, c'est donc lui-même qui lui donne suite, accompagné d'un dessinateur solide avec qui Jodorowsky a déjà collaboré. Ce « film graphique », comme le dit Jodorowsky, commence alors que nous retrouvons notre « héros » devenu un saint faisant face à Caïn, un fils qu'il abandonna enfant... Dès lors commence un parcours de sang, de sexe aussi, mâtiné de fantastique et de religiosité, avec une dimension christique évidente. Que l'on adhère ou pas aux thématiques chères à



l'auteur que l'on retrouve ici, on ne boudera pas son plaisir devant cette nouvelle exploration du western traditionnel dont les codes sont ici dynamités. Au-delà de ce traitement, l'atout principal de cette BD est sans nul doute le trait très solide de José Landrönn. À la fois loin des comics de super héros avec lesquels il a commencé sa carrière, et retrouvant pourtant la construction très cinématographique des planches propre à ce style, Landrönn met en image avec brio tant les violences du genre que les scènes plus contemplatives. Trois albums sont prévus en tout. Après ce premier album qui jette les bases de l'histoire plus qu'il ne la développe, il va donc falloir être patient!

**Manu Bichindaritz**

**Feuilleton de l'été**

**Le disparu de Nuit debout**

ÉPISODE 3 **Une expérience sexuelle inattendue**

**L**m'apparut assez vite que, malgré les différences de métabolisme, de technologie et de mœurs, il y avait tout de même un certain nombre de points communs entre cette planète et la mienne. La majeure partie des indigènes présents contestaient l'ordre établi, tandis que les autres venaient par curiosité. Connaissant Cthulhu, je savais qu'il entendait découvrir dans ma thèse les axes principaux de cette contestation. Mais ils étaient si nombreux et si variés que j'avais beaucoup de mal à les classer par ordre d'importance. Il me semblait même qu'un certain nombre d'indigènes n'y parvenaient pas eux-mêmes. Certaines notions étaient d'ailleurs difficiles à comprendre pour quelqu'un qui, comme moi, ne maîtrise pas la préhistoire. Le concept de propriété privée par exemple, car il a disparu de ma planète natale depuis des centaines de mégacycles. J'en arrivai à la conclusion que l'aide d'un spécialiste local serait la bienvenue. Il était peu probable que les sciences politiques intergalactiques soient enseignées sur

terre, vu le faible niveau de la technologie spatiotemporelle locale, mais, à défaut, un étudiant en sociologie ou en histoire ferait l'affaire. Mais comment en trouver un dans cette foule? J'en étais là de mes réflexions quand l'indigène au turban jaune se planta devant moi.  
— Alors, tu en penses quoi?  
— Quel est l'ordre hiérarchique des motifs de contestation?  
Elle émit un bruit bizarre.  
— Tu m'as l'air d'un sacré intello! Viens donc avec nous, on se fait une bouffe. Il y aura des copains bien plus politisés que moi. Tu pourras poser toutes les questions que tu voudras.  
Sa main effleura mon bras. Il me sembla que son regard et son visage s'étaient modifiés. Je déclenchai mon analyseur d'expressions humaines. Sa réponse fut instantanée: désir sexuel.  
\*\*\*  
— Alors, c'était bien?  
Josiane, mon indigène de sexe féminin, était allongée à côté de moi, nue. Nous

venions d'avoir des relations sexuelles. En dépit de la mise en garde du préposé du service des apparences intergalactiques, je m'étais laissé entraîner. Les sensations que j'avais éprouvées étaient fort différentes de celles que procuraient les étrointes triangulaires sur Hydra 8, mais pas désagréables. Je m'étais d'abord efforcé de reproduire les schémas de comportements sexuels fournis par la banque de données, puis je m'étais laissé guider par ma partenaire qui semblait expérimentée. Il me semblait que je m'étais bien tiré de cette épreuve.  
— Selon certains intervenants, la contestation radicale et la volonté populaire potentielle ne peuvent s'exprimer que dans les interstices des institutions, dis-je. Elle se redressa en s'appuyant sur un coude et émit un son que mon logiciel interne caractérisa comme un rire.  
— Oh là, tu es trop zarbi...  
Mon système fut impuissant à traduire ce terme. Une interrogation se formula dans l'un de mes cerveaux. Devrai-je informer les deux autres membres de

mon trio de cet accouplement terrien? Sur Hydra 8, nul n'est contraint de participer à un trio stable, certains même ont besoin d'un quatuor voire d'un sextuor pour être pleinement satisfaits, mais l'usage veut qu'on ne dissimule jamais ses expériences à ses partenaires. Ce partage est d'ailleurs très enrichissant et contribue à accroître le plaisir de chacun.  
— Je dois te dire quelque chose. Si mes questions et mon comportement te semblent bizarre, c'est parce que je viens d'un pays très lointain. Je suis étudiant en sciences politiques et je prépare ma thèse de doctorat.  
— Il me semblait bien que tu en avais dans la tête. Mais moi, tu vois, faut que j'aille gratter. Je travaille à La Poste et je suis en CDD. Si j'arrive encore en retard, ils vont me lourder. Ce sont des chiens. Si tu veux, on se retrouve ce soir. Les collègues de La Poste vont débrayer et venir en manif jusqu'à Répu.  
Elle parlait tellement vite que mon dictionnaire avait du mal à traduire. Je compris néanmoins qu'elle me fixait rendez-vous. Sans doute pour poursuivre



Romain Zeder

nos expériences sexuelles, car nous n'avions exécuté qu'une infime partie des exercices recensés par le manuel des relations terriennes, lequel n'était pourtant qu'un opuscule bâclé, à en croire l'honorable Cthulhu.

**Gérard Delteil**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

---

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)



# « Il n'y a jamais eu de consultation de la population pour décider de faire ou non ce projet Lyon-Turin »



DR

**Entretien.** Citoyen engagé, **Daniel Ibanez** est devenu la principale figure des opposants français au Lyon-Turin ferroviaire. Au-delà d'un militantisme de terrain incessant, il a fourni un considérable travail de dossier qui lui a permis de démontrer point par point que ce projet absurde n'avait d'autres raisons d'être que de servir les intérêts de quelques grandes entreprises du BTP. Fruit d'une enquête minutieuse, son dernier livre, « Lyon-Turin, les "Réseaux" déraillent. Lettre au juge administratif »<sup>1</sup>, montre ainsi comment les collusions d'intérêts entre grandes entreprises, élus et agents de l'État sont à la source des grands projets inutiles.

## Où en sont aujourd'hui les oppositions françaises et italiennes au projet ?

Je dois tout d'abord préciser qu'il n'y a qu'une opposition franco-italienne composée de mouvements français et italien eux-mêmes composés d'une grande diversité d'approches. En France, le soutien très large que rencontrait le projet a volé en éclat devant nos démonstrations. L'opposition au Lyon-Turin continue à démonter les mensonges des promoteurs de ce projet. En ce qui nous concerne, si nous acceptons le terme d'opposants, c'est parce qu'aux illusions vendues par ces marchands de rêves, nous opposons des solutions concrètes et de bon sens. Ça s'exprime en France sous la forme de propositions démontrant que le transport des marchandises sur le réseau ferré existant est parfaitement possible aujourd'hui, en démontrant également que rien n'est fait alors que les moyens existent et peuvent être mis en service sans dépense lourde. Ça s'exprime aussi par l'exigence de sortir les marchandises de la route immédiatement car c'est un problème de santé publique.

La difficulté que nous rencontrons est que nous nous heurtons à une croyance que les projets ferroviaires sont des projets de services publics et protecteurs des statuts sociaux, alors qu'il s'agit de partenariats public-privé (PPP). Bien sûr, les communicants publient des arguments simplistes et des évidences non démontrées. En bref, les promoteurs construisent une argumentation basée sur l'abus de conscience. Nous le démontrons, mais pour cela nous avons besoin de « disponibilité des cerveaux » car les mensonges ne se démontent pas en une phrase. J'ai d'ailleurs l'habitude de répondre aux demandes de synthèse en une demi-page, qu'écrire 26 milliards avec tous les zéros a déjà pris une ligne...

Pour conclure sur cette question et sous forme d'invitation, je vous dirai que l'opposition au projet inutile et imposé qu'est le Lyon-Turin en est là où chacun d'entre nous la mène, c'est donc de l'engagement de chacun que l'issue de cette lutte sera ou pas un succès.

## Écologiquement et financièrement, le Lyon-Turin est un projet considérablement plus impactant que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou le barrage de Sivens. Comment expliquer qu'il ne parvient pas à susciter de ce côté-ci des Alpes un aussi fort niveau de mobilisation ?

La mobilisation en France est difficile, même si nombreux sont ceux qui s'opposent au Lyon-Turin par « solidarité » avec le mouvement No TAV. On est en France dans une situation paradoxale car tous les grands services de l'État ont rejeté le projet Lyon-Turin : le Conseil général des ponts et chaussées, l'Inspection générale des finances, la Cour des comptes et même Guillaume Pépy de la SNCF !

Pourtant et malgré un rejet motivé des services de l'État, nous n'arrivons pas à mobiliser massivement contre ce projet. Il s'agit pourtant d'un projet à 30 milliards d'euros dévastateur pour les terres agricoles, irréversiblement désastreux pour les ressources hydrologiques, car les tunnels sont des drains incroyables. À l'inverse, la voie ferrée existante entre Lyon et Turin n'est utilisée qu'à 17% de sa capacité. En l'utilisant normalement, nous aurions 75% de marchandises en moins sur les autoroutes alpines au Mont-Blanc et au Fréjus.

J'ajouterai que nous sommes l'objet de répression et de pressions permanentes, en Italie de façon très violente et judiciairement très répressive, mais en France aussi, nous sommes très « encadrés » avec des relevés de plaques d'immatriculation et une forte présence policière sur chacune de nos actions. J'ai moi-même été cité au pénal par Lyon-Turin Ferroviaire.

## L'inauguration récente du tunnel suisse du Saint-Gothard ne peut-elle relancer les débats sur l'utilité publique du Lyon-Turin ferroviaire ?

Que ce soit du fait de l'inauguration d'un tunnel « concurrent » ou de quelque autre échéance, le débat doit être ouvert sur la nécessité ou pas de ce projet pour deux raisons essentielles. La première et la plus évidente, c'est que le débat public et le droit de la population à choisir d'investir ou pas dans ce projet a été violé par une alliance entre un cacique du PS, Louis Besson, ancien ministre des transports, ex-maire de Chambéry et père du projet, avec Jacques Chirac. Je vous invite à visionner son interview et son geste éloquent sur l'interdiction du débat public, c'est important<sup>2</sup>. Il n'y a donc jamais eu de consultation de la population pour décider de faire ou non ce projet Lyon-Turin.

La seconde est que cette inauguration n'est qu'une énième opération de communication pour un projet dont le financement n'est pas réuni en violation de la loi française et du bon sens commun. Elle permet de faire oublier que les grands services de l'État ont rejeté depuis longtemps ce projet injustifiable. Nous avons pour notre part rapporté la preuve que ce projet démontre l'influence à tous ses niveaux de l'Institut de la gestion déléguée (IGD) qui est le centre névralgique des privatisations en France. On retrouve à la manœuvre pour ce projet des membres influents de cet institut français pour les partenariats public/privé que je vous invite à mieux connaître, car vous y trouverez des proximités douteuses entre élus, services de l'État et BTP, qui expliquent mieux comment les PPP sont signés à tous les



niveaux malgré les désastres financiers qu'ils représentent. Alors oui, que ce soit sur le fond ou sur la forme, le débat sur l'inutilité publique doit avoir lieu car le chantage à l'emploi ne peut être la justification d'une faillite inéluctable sauf pour les promoteurs du PPP.

## Le Comité pour la Transalpine, qui constitue le lobby pro-Lyon-Turin, ne manque jamais une occasion de souligner que « le projet avance inexorablement »... Mais pourrait-il dérailler ?

Comme dans bien d'autres projets semblables, le Lyon-Turin est justifié par le mensonge généralisé, par la triche sur les prévisions. Il est inconcevable de poursuivre et de jeter l'argent public par les fenêtres, alors que les dirigeants de la SNCF déclarent, Guillaume Pépy en tête : « Ce sera autant d'argent en moins pour moderniser le réseau ferroviaire existant » ou « Il n'y a pas de bassin de population suffisant entre Lyon et Turin/Milan ... pour faire exploser le trafic. Nous exploitons trois TGV quotidiens sur l'Italie, nous en mettrons peut être cinq ou six au total mais pas davantage, car le coût fonctionnement de l'ouvrage et l'aménagement des abords

vont faire exploser le prix des péages, exactement comme cela se passe sur la LGV SEA Tours-Bordeaux. » Et pour finir, en comparant le Lyon-Turin au Perpignan-Figueras en faillite : « Aujourd'hui le concessionnaire est en faillite car le trafic n'est pas au rendez vous », avant d'ajouter que la logique du Lyon-Turin : « c'est une affaire qui sert d'avantage les bêtépistes que les entreprises ferroviaires » (Article de *Mobilicités* par Marc Fressoz du 18 mars 2016).

## En quoi les collusions d'intérêts pèsent-elles aujourd'hui sur l'avenir de ce dossier ?

Je ne suis malheureusement pas sûr que les collusions, méconnaissances de la loi, les conflits d'intérêts, l'absence d'utilité publique, les avis négatifs des services de l'État pèsent sur le dossier. J'en veux pour preuve que la mobilisation en France ne prend pas, je suis effaré par le fatalisme dans ce dossier, comme s'il fallait obligatoirement pour que les gens se mobilisent un électrochoc comme la mort injustifiable de Rémi Fraisse ou les violences policières à Notre-Dame-des-Landes. Ces questions, je me les pose dans les deux livres que j'ai écrit, *Lyon-Turin, les "Réseaux" déraillent* et *Trafics en tous genres*.

### Propos recueillis par Laurent Ripart

1 - Tim buctu éditions, 2015, 17,50 euros.

2 - <http://lyonturin.eu>

## L'image de la semaine



# Vu ailleurs

## Le Monde.fr EGYPTÉ : NOTRE AMI LE MARÉCHAL-PRÉSIDENT.

Adolescents suspendus par les jambes, jeunes hommes frappés et électrocutés, citoyens séquestrés pendant des mois : Amnesty International accuse le pouvoir égyptien de tortures et d'enlèvement dans un rapport publié mercredi 13 juillet. Le Caire nie régulièrement avoir recours à de telles pratiques, reconnaissant seulement des « incidents isolés ».

« Ce rapport révèle les tactiques choquantes et sans pitié que les autorités égyptiennes sont prêtes à employer pour terrifier les opposants au pouvoir et les réduire au silence », explique Philip Luther, directeur de l'ONG pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. « Les disparitions forcées sont devenues un des instruments clés de la politique d'État en Égypte. Toute personne qui ose exprimer des critiques est en danger », déplore

l'organisation, qui note une recrudescence des disparitions depuis l'arrivée au ministère de l'intérieur de Magdi Hamid Abdel Ghaffar, ex-membre du SSI, l'ancienne police secrète du président déchu Hosni Mubarak. Amnesty estime que trois à quatre personnes sont enlevées chaque jour, le plus souvent lors de raids chez eux du NSA, l'héritier du SSI.

Parmi les dix-sept cas cités par l'ONG, cinq concernent des mineurs, dont un adolescent de 14 ans, « violé à plusieurs reprises avec un bâton, afin qu'il fasse de faux aveux ». Amnesty dénonce « la collusion » entre les forces de sécurité et des autorités judiciaires « disposées à mentir pour couvrir leurs agissements ou qui s'abstiennent d'enquêter sur les allégations de torture ».

L'organisation sise à Londres n'est pas la seule à s'alarmer. La Commission égyptienne des droits et des libertés, qui incrimine les services de sécurité, a décompté 544 cas de disparitions entre le 1<sup>er</sup> août 2015 et le 31 mars 2016.

« Amnesty International dénonce des « disparitions forcées sans précédent » en Égypte », *Le Monde.fr* avec AFP, mercredi 13 juillet 2016

# L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <b>28 €</b> / 1 an <b>56 €</b>	6 mois <b>20 €</b> / 1 an <b>40 €</b>	
Mensuel	6 mois <b>22 €</b> / 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel	6 mois <b>50 €</b> / 1 an <b>100 €</b>	6 mois <b>38 €</b> / 1 an <b>76 €</b>	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <b>10 €</b>	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<b>14 € par trimestre</b>	<b>25 € par trimestre</b>	<b>10 € par trimestre</b>	<b>19 € par trimestre</b>

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)